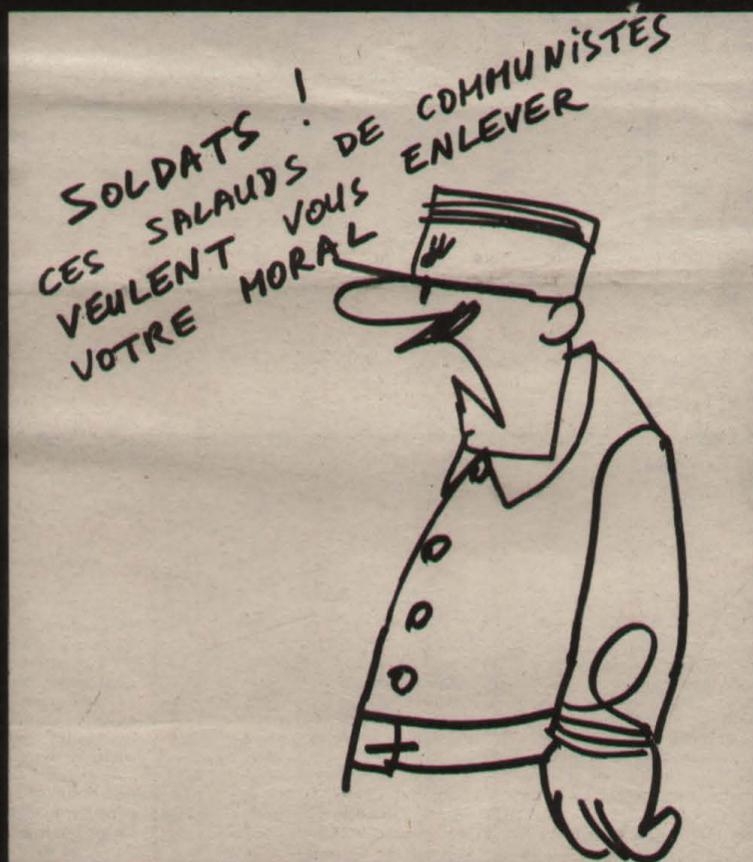


# ROUGE

hebdomadaire d'action communiste

## BAS LES PATTES



## DEVANT LES SOLDATS !

# SOMMAIRE

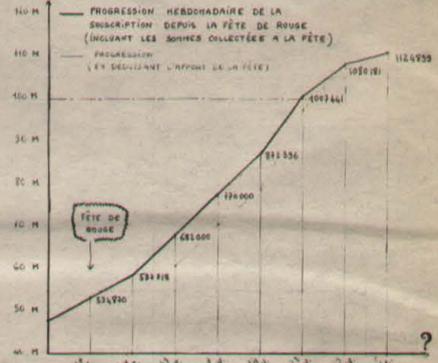
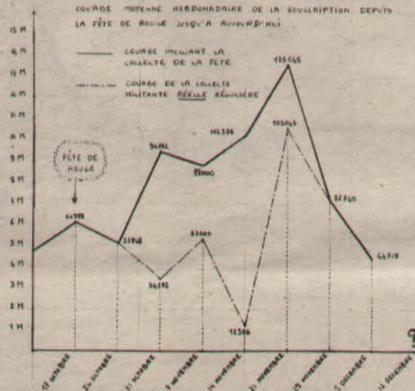
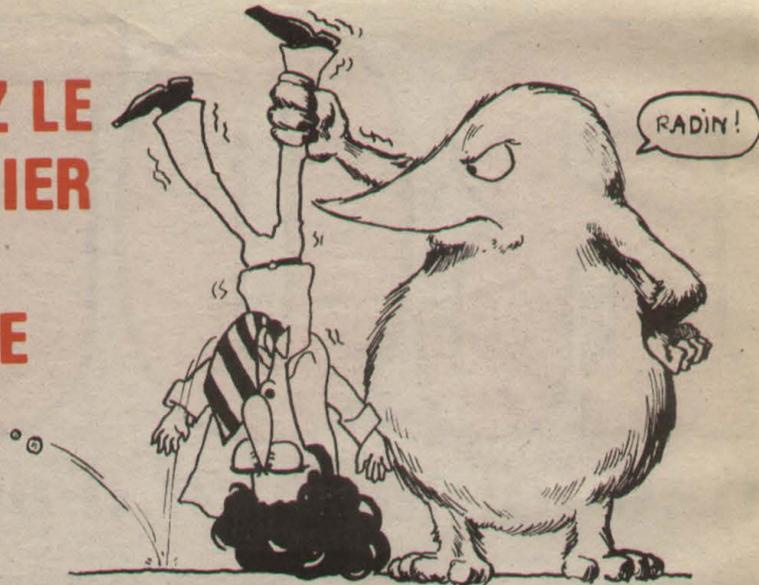
- **ARMEE**  
— l'offensive du pouvoir et la riposte du mouvement ouvrier p.4 et 5  
— les Comités de Soldats p.6
- **EXTREME-GAUCHE**  
— le congrès du Syndicat de la Magistrature p.8 et 9  
— notes politiques p.8 et 9
- **LUTTES OUVRIERES**  
— interview de la CFDT Batiment p.10 et 11  
— la reprise à Paris-Rhône p.12  
— points chauds p.13
- **INTERNATIONAL**  
— la situation au Portugal p.14 et 15
- **QUOTIDIEN** p.16 et 17
- **CULTURE** p.18 et 19
- **ESPAGNE** p.20

« Rouge » 10, Impasse Guéméné  
Paris 75004  
Téléphone : 272.88.96 et 272.68.82

Directeur de la publication : H. Weber  
Imprimerie N.P.P.

Rouge N° 325 - Vendredi 5 décembre 1975

## ACHETEZ LE CALENDRIER 1976 DE ROUGE



# LIBEREZ LES 15!

■ A Pau, Bigeard a exposé en chiffres le bilan provisoire sa bataille contre les comités de soldats : il en existait, selon lui, 80 dont 20 auraient été détruits, rayés de la carte, « coulés » comme à la bataille navale. Restent soixante...

La guerre-éclair déclarée par le gouvernement au mouvement des soldats a un double objectif : démanteler les comités et briser le soutien que leur apporte le mouvement ouvrier.

En effet, malgré les réticences et les dérobades, l'essor et l'activité des comités de soldats ont imposé aux partis ouvriers et aux syndicats de prendre leur défense. En juillet dernier, la Convention pour l'armée nouvelle (animée par le Parti Socialiste, chez les cadres notamment), annonçait la création d'une « branche appelés ». Après le goup de gueule de Chirac à l'assemblée, Jean-Michel Catala apportait à l'occasion d'une conférence de presse, le soutien de la Jeunesse Communiste « au mouvement des comités de soldats (Huma du 29/11). Enfin, dans une tribune au Monde, Jeanine Marest, secrétaire fédérale de la CGT reconnaissait que les « comités de soldats peuvent jouer un rôle positif ».

Le fait est donc là. Les uns ou les autres peuvent ergoter sur la nature des comités de soldats, préciser que leur soutien va aux comités de masse et non aux « comités révolutionnaires ». Ils reconnaissent leur existence et leur représentativité ; ils en prennent la défense.

Pourtant l'attaque du gouvernement commence déjà à faire sentir ses effets. Chaque nouvelle prise de position apporte de nouvelles nuances et annonce de possibles reculades. Sitôt rentré des USA, Mitterand explique qu'il ne faut pas tomber dans une querelle de mots, qu'il y a des comités et comités, et que les comités tels qu'il les entend ressembleraient plutôt aux clubs du soldats que les réformes annoncent et dont le Parti Communiste fait sa principale revendication. Pour répondre aux vœux de Mitterand et ne pas en rester aux confusions terminologiques, il faudrait être plus précis. Pour sa part, Bigeard s'est empressé de mettre les points sur les i : la hiérarchie serait disposée à envisager toute forme de concertation ou participation ; mais point de délégués des soldats « Pourquoi les élire ? » s'écrie Bigeard, puisque tout soldat peut aller se plaindre à son supérieur qui reste, comme au bon vieux temps le père du régiment.

L'intolérable aux yeux des Bourges, Chirac et compagnie, c'est le caractère subversif des comités : atteinte au moral des armées, à la défense nationale, à l'indépendance nationale...

Mais au nom de quelle défense nationale parlent-ils ? chaque fois que l'Etat-Major a eu à choisir entre l'ennemi extérieur et « l'ennemi intérieur », il a dirigé ses coups contre le second. En 1871, il n'a pas hésité à faire cause commune avec l'armée de Bismarck contre les communards insurgés. En 1940, l'armée était mobilisée contre le péril rouge, davantage que contre le nazisme. Il faut remonter aux soldats de l'an II pour pouvoir citer une armée victorieuse, ... mais c'était l'armée d'une République révolutionnaire, dont les officiers étaient élus par la troupe, par des comités de soldats, en quelque sorte !

Quant à l'indépendance nationale, nous répondons que nous sommes pour toutes les indépendances nationales. Que nous étions pour l'indépendance nationale des vietnamiens et des algériens, à une époque où Bigeard en personne la combattait les armes à la main. Et que nous sommes aujourd'hui pour l'indépendance nationale des Antilles occupées militairement par l'armée de Bourges et de Bigeard.

Au demeurant, les défaites d'Algérie et d'Indochine n'ont pas peu contribué à la démoralisation de l'armée qui alarme à présent les généraux. Ce ne sont pas les comités qui démoralisent l'armée, mais le fait d'être privé de tout droit, le fait d'être soumis à une discipline abêtissante, le fait d'être commandé par des tortionnaires qui suscite la mobilisation légitime du contingent.

Aujourd'hui, à 18 ans, les soldats sont majeurs, y compris aux yeux de la loi bourgeoise. En s'organisant dans l'armée ils refusent que leurs droits qui sont ceux de tous les travailleurs soient mis entre parenthèses.

Avec les conscrits inculpés de Besançon, ils exigent le droit de se défendre en constituant une organisation syndicale unitaire liée au mouvement ouvrier.

Face à cette exigence, les objections avancées par les directions réformistes du mouvement ouvrier, apparaissent de plus en plus dérisoires.

Dans France Nouvelle, Louis Baillot invoque au nom du PCF, la « situation passagère » des conscrits, et le fait qu'ils n'aient pas de patrons, mais seulement des chefs. De tels arguments n'ont jamais été avancés par le PCF pour nier à l'UNEF tout caractère syndical, alors qu'ils pourraient s'appliquer point par point aux étudiants... Dans le Monde, Jeanine Marest ajoute au nom de la CGT que les soldats ne proviennent pas de la même classe (et les étudiants ?) et surtout que la situation « pluraliste » du mouvement syndical ne pourrait que diviser le contingent qui a le plus grand besoin d'unité. Nous y voyons au contraire un argument supplémentaire en faveur de l'unification syndicale au sein d'une centrale unique et démocratique. En tout cas, rien n'empêche de commencer à mettre cette unité en pratique dans les casernes par la création de sections syndicales unitaires parrainées en commun par la CGT, la CFDT et la FEN.

Baillot concluait la semaine passée son article dans France Nouvelle contre la perspective d'un syndicat de soldats par cet argument stupéfiant : le principal danger serait que Bigeard « devienne président du syndicat des conscrits ».

Bigeard ne semble pas aussi optimiste quant à ses chances de promotion syndicale. En tout cas, il a ouvert le feu sur les comités de soldats.

Quinze appelés sont déjà inculpés. Quatorze emprisonnés. D'autres inculpations semblent devoir suivre.

La mobilisation la plus large et la plus rapide est nécessaire pour défendre le droit des soldats à s'organiser dans la lutte pour leurs revendications, aux côtés de la classe ouvrière.

2.12.75  
D. B.

# UNE OFFENSIVE D'AMPLEUR

**En frappant fort contre le mouvement des soldats, le pouvoir engage une épreuve de force directe contre le mouvement ouvrier.**

Si la première attaque lancée par le pouvoir avec les déclarations de Chirac à l'Assemblée contre le Parti Socialiste avait pu surprendre, la précipitation des mesures de répression ne laisse aujourd'hui aucun doute : il s'agit d'une attaque d'ampleur contre le mouvement des soldats et l'ensemble du mouvement ouvrier.

■ C'est une offensive concentrée, préparée et décidée au plus haut niveau et dont l'objectif est clairement désigné : il s'agit de briser durablement le mouvement des soldats en démantelant les dizaines de comités actifs en France, en Allemagne et en brisant les liens de solidarité qui se sont tissés dans la période récente entre ces comités et des secteurs croissants du mouvement syndical.

## La matraque...

La décision de saisir la Cour de Sureté de l'Etat, les premières inculpations de soldats accusés d'avoir participé à la constitution d'un syndicat à Besançon et d'un comité à Cazeaux avec le soutien de l'UL et de l'UD CFDT, la perquisition des locaux syndicaux et l'interpellation des responsables de l'UL CFDT de Besançon et de l'UD CFDT de Gironde, qui semblent devoir s'étendre à toutes les structures syndicales engagées dans un soutien actif à la lutte des soldats, tel est l'état actuel de la répression. Mais les perquisitions se multiplient à la recherche de nouvelles inculpations.

## ... Et le grotesque.

La thèse lancée en pâture à la grande presse ne recule pas devant le grotesque : c'est un nouveau complot international dont on ne sait trop s'il est inspiré par les soldats révolutionnaires des SUV portugais ou par

les services secrets soviétiques. Il a même fallu pour les besoins de la cause ressortir Cohn-Bendit dont la présence avait été signalée quelque part en France. Complot international, tentative de subversion dans l'armée, voilà qui justifiait pour le moins qu'on saisisse cette juridiction d'exception qu'est la Cour de Sureté de l'Etat. La baudruche se dégonfle lamentablement quand la cible se précise et que le gouvernement attaque directement le mouvement syndical.

## Un démenti cinglant

Mais les premières réactions le prouvent : en misant gros, seul moyen de frapper fort et d'espérer venir à bout d'un mouvement aussi ancré, dans la masse des soldats que le sont leurs comités, le pouvoir doit s'engager dans une épreuve directe contre le mouvement ouvrier qui se trouve aujourd'hui trop impliqué dans un soutien actif à la lutte des soldats pour laisser s'abattre sans réaction une répression qui se veut définitive.

Voilà le démenti le plus cinglant apporté aux thèses du pouvoir affirmant que les Comités de Soldats ne sont qu'un poignée d'agitateurs révolutionnaires engagés dans une entreprise de subversion : ce soutien du mouvement ouvrier, les Comités de Soldats l'ont acquis de haute lutte en s'organisant dans les conditions particulièrement difficiles de la clandestinité à laquelle les contraint le pouvoir, en se faisant avec l'Appel des Cents et les manifestations qui l'ont suivi les porteurs des revendications de la masse des appelés, en agnant à leur lutte des milliers de jeunes soldats inorganisés et des milliers de l'ensemble du mouvement ouvrier, de la JC, des JS, de la CGT comme de la CFDT ou de la FEN, ou des organisations d'extrême-gauche.

## Arracher le droit d'organisation

Si les Comités de Soldats n'étaient pas soutenus par la grande masse des appelés, il y a longtemps que la répression sévère à laquelle ils n'ont jamais cessé d'être exposés

### Clermont-Ferrand : La riposte

● Mercredi, à l'appel des Comités Unitaires des lycées, CET et facs de Clermont-Ferrand, soutenus par l'ensemble des organisations d'extrême-gauche, 300 jeunes sont descendus dans la rue et ont manifesté pour la libération des soldats emprisonnés et le soutien aux Comités de Soldats.

A la suite de cette manifestation un Comité Anti-répression dans l'armée a été créé. Le 3 décembre Correspondant



Dans le cortège de la manifestation CGT/CFDT du 2 décembre à Paris.

aurait eu raison d'eux. C'est précisément la force acquise par le mouvement des soldats, sa capacité à franchir bientôt une nouvelle étape, fort du soutien du mouvement ouvrier, en arrachant au pouvoir le droit d'organisation dans les casernes, le droit de s'organiser dans un syndicat, c'est la perspective de la tenue prochaine d'assises nationales des Comités de Soldats qui ont déclenché l'offensive du pouvoir.

Il s'agit, comme l'a réaffirmé Bigeard qui voit rouge à la seule idée que les soldats puissent élire des délégués dans leurs casernes, d'interdire toute possibilité pour les soldats de s'organiser pour la défense de leurs revendications. Il s'agit que s'abatte à nouveau sur la masse des soldats la lourde chape de plomb qui permet au pouvoir de maintenir une armée à sa botte. Il s'agit de nier à la masse des soldats leurs droits en tant que travailleurs sous l'uniforme, pour mieux les isoler de l'ensemble du mouvement ouvrier et pouvoir les dresser demain contre leurs frères de classe.

## La fin du pseudo-libéralisme

A l'évidence, l'affaire dépasse largement les enceintes des casernes. Si le pouvoir parvient à étouffer durablement la lutte des soldats, il renforcera considérablement la menace permanente que son armée afit peser sur le mouvement ouvrier. L'enjeu est de taille. Le pouvoir a voulu l'épreuve de force et compris qu'elle passait par un affrontement avec le mouvement ouvrier. Sans doute s'agit il aussi d'un infléchissement brutale de la politique du gouvernement qui va largement au-delà de la normalisation des casernes : la fin d'un pseudo-libéralisme qui s'efface devant la nécessité de juguler la classe ouvrière et la jeunesse en lutte. Il n'en est que plus décisif que l'offensive du pouvoir se brise sur la riposte la plus large du mouvement ouvrier et que soit stoppée net la répression.

### Déclaration de l'UD CFDT de Gironde

● « Ce matin, à 8h30, une vingtaine d'officiers de police en civil ont pénétré dans les locaux de l'UD CFDT de Gironde sur commission rogatoire du Procureur de la République, dans le cadre de l'instruction menée par le juge Gallut de la Cour de Sureté de l'Etat. Motif : information contre X pour tentative de démoralisation de l'armée. Tous les locaux ont été fouillés. Tous les dossiers ouverts ; tout le courrier ouvert et lu. Les sacs et serviettes des militants ou des employés ont été également fouillés. Durant toute la perquisition qui a duré 5 heures, il était possible d'entrer

dans les locaux de l'UD, mais personne ne pouvait sortir. Il était interdit de téléphoner à l'extérieur. A la suite de la perquisition, le secrétaire général de l'UD, Michel Bourre, a été amené dans les locaux de la police pour interrogatoire, où il se trouve encore. L'UD CFDT élève la plus vive protestation devant une telle atteinte à la liberté ; exige la libération immédiate de Michel Bourre et s'apprête à mener toutes les actions nécessaires pour l'obtenir. »

Le 3 décembre

Une manifestation de riposte, soutenue par l'ensemble des organisations syndicales et politiques est convoquée le 4.





Un endroit bien gardé : à la caserne de Reuilly c'est là qu'on s'engage !

# LA RIPOSTE OUVRIERE

■ Les directions réformistes des grandes organisations ouvrières n'ont pas pu se couper du mouvement des comités de soldats : ils organisent déjà beaucoup trop de militants, jeunes et ouvriers, CFDT, CGT, PC et PS. Leurs initiatives limitées ou plus spectaculaires avaient trop d'écho dans l'ensemble du contingent et sur la jeunesse ouvrière dans les entreprises. Trop de sections, et même de fédérations syndicales soutenaient ouvertement leurs revendications et leurs luttes.

Trop d'U.L. et d'U.D. avaient tissé des liens réguliers avec ces comités, leur apportant l'appui matériel et la solidarité d'organisations ouvrières. Chirac en agressant superbement le PS espérait peut-être que les directions réformistes se désolidariseraient de ces comités antimilitaristes, ce qui aurait grandement facilité leur démantèlement.

Chirac n'a pas compris quels rapports les directions ouvrières, toutes réformistes et électoralistes qu'elles sont doivent maintenir, aussi longtemps qu'elles le peuvent, avec les exigences de masse des travailleurs.

Et le droit à la revendication, à l'organisation pour la défense des revendications doit être reconnu aux soldats : c'est devenu une exigence de masse dans la classe ouvrière, et les comités de soldats concrétisent cette exigence. Alors que les directions, PC, PS (toutes tendances réunies), CGT, CFDT, ont certes jeté une pique contre les « gesticulations irresponsables de quelques gauchistes » (sans trop les préciser), elles ont toutes, résignées ou contraintes, reconnu les comités de soldats comme les structures unitaires, de masse, et démocratiques, que s'étaient donnés les soldats.

Mitterrand, de retour d'Amérique, suggère, malin, de ne pas chipoter sur les mots (commissions ou comités). Cathala, le secrétaire des JC, nous révèle que les jeunes communistes ont été les meilleurs artisans des comités représentatifs des problèmes et de la masse des soldats. Les directions CFDT et CGT découvrent à ces comités les mille vertus de structures naturelles à ce type de milieu. Ils

espèrent bien dévoyer ces comités pour en faire des structures de dialogue soldats-hiérarchie. Leurs intentions sont une chose. Les exigences des soldats, organisés en comités, leurs revendications sur les conditions matérielles, la liberté d'expression, de discussion et d'organisation, leur conscience aiguë que le pouvoir et la haute hiérarchie ne les toléreront pas sans y être contraints par leur lutte et surtout une formidable solidarité de l'ensemble du mouvement ouvrier, voilà bien une autre chose.

Et la reconnaissance officielle par l'ensemble des organisations de la classe ouvrière des structures qui portent ces revendications, cette reconnaissance des comités de soldats, voilà pour le mouvement des soldats une base d'appui extraordinaire, une victoire que Chirac doit maintenant affronter.

**Pour les briser, il faut maintenant s'en prendre à tout le mouvement ouvrier.**

Pour se redonner une armée aux ordres, Chirac semble décidé à risquer l'épreuve de force avec le mouvement ouvrier : on ne perquisitionne pas des unions locales et départementales CFDT, on n'embastille pas des militants syndicaux sans prévoir l'inévitable riposte des organisations ouvrières.

La réponse unitaire, massive et déterminée de l'ensemble des travailleurs et leurs organisations doit rapidement stopper les folles prétentions de Chirac. La grève des Ptt, les flics et chiens policiers à Chausson ne doivent nous laisser aucune illusion sur les intentions d'un pouvoir en crise dans un système en crise. Toute faille du mouvement ouvrier sera brutalement utilisée.

Edmond Maire lance mercredi soir un appel à la mobilisation générale ; il sera probablement repris par le Collectif des Libertés. Sur l'initiative de la LCR, du PSU, et de Révo, nombre de personnalités et responsables syndicaux lancent un appel au développement du mouvement le plus large

pour la libération des soldats emprisonnés.

Ces appels doivent être repris dans l'unité sur chaque entreprise, chaque établissement de formation, et déboucher sur des démonstrations ouvrières et jeunes, monstres. Celles-ci montreront au pouvoir quelle est la force et la détermination qu'il devra affronter, s'il veut s'en prendre au mouvement des soldats et aux organisations ouvrières.

**C'est le moment d'imposer le syndicat de classe unitaire des soldats**

Les mots d'ordre qui, immédiatement, font l'unité de toutes les organisations ouvrières sont :

- libération immédiate des soldats emprisonnés, arrêt de toute poursuite
- droit d'organisation pour les soldats.
- à bas les juridictions d'exception, tribunaux militaires et Cour de Sécurité de l'Etat.

Ce sont ces mots d'ordre que la LCR et les organisations révolutionnaires proposeront à toutes les organisations ouvrières pour que la riposte unitaire nécessaire s'organise tout de suite.

Mais quel est l'enjeu de l'épreuve de force avec le pouvoir ? C'est la capacité du mouvement ouvrier à lui imposer une organisation de classe des soldats !

Alors soyons précis : quelle est la perspective qui peut le mieux mobiliser les millions de syndiqués, les millions de travailleurs qui font confiance aux syndicats, sinon la contribution avec l'aide et le soutien permanent des syndicats ouvriers d'un syndicat unitaire de classe des soldats ?

Et par rapport à cet objectif clair qui matérialise le mieux l'enjeu des mobilisations exceptionnelles qui s'annoncent les objections des directions réformistes contre le syndicat de soldats ne tiennent pas... Mieux, ces objections qu'elles égrenent péniblement, ne font qu'en renforcer la nécessité. La division syndicale, le passage rapide, les risques d'intégration, les origines sociales diverses, l'absence de patron (!)... voilà autant de raisons pour que les organisations syndicales dans l'unité soutenues par toutes les organisations ouvrières, fassent tout pour que les comités se dotent d'une organisation permanente de classe, d'un syndicat unitaire qui dépasse la division syndicale, assure la continuité du mouvement, résiste à la répression, et aux dévoiements intégrationnistes, gagne les soldats à la classe ouvrière face au pouvoir et à son état-major. Cette idée vaincra !

Le 3 décembre  
J.M.

## LA SOLIDARITE DES TRAVAILLEURS

● Dans le mouvement ouvrier, la mobilisation s'organise pour défendre les soldats emprisonnés et affirmer la solidarité avec les appelés qui luttent pour le droit de s'organiser dans les casernes. C'est le cas notamment :

Des UL-CFDT de Lannes, de Gennevilliers, du Bureau National du SNUD (Douanes CFDT) du Syndicat général des Transports de la Région Parisienne CFDT, de l'AG du personnel de l'hôpital Franco-musulman réunie à l'appel de la CGT et de la CFDT de la section SNES-Sup de Vincennes, du Bureau de la sous-section SNI de l'E.N. d'Aix-en-Provence, de la section CFDT de l'hôpital d'Eu, de la section du SGEN de l'ENNA de Nantes, de la section CFDT des PTT Paris-Brune, du syndicat PTT-CFDT de Loire Atlantique, de la CE du syndicat des services régionaux (Chèques Postaux-Paris) CFDT.

A Clermont-Ferrand, le Congrès régional Auvergne de la CFDT, en présence d'Edmond Maire, s'est prononcé à une grande majorité pour « ... l'aide et le développement d'un syndicat de soldats, lié aux syndicats ouvriers de classe et de masse dans le but de neutraliser l'armée, dernier rempart de l'ordre bourgeois ».

Nous publions ci-dessous la résolution votée par le Comité National de la Fédération CFDT-HA.CUI.TEX :

### Motion Hacuitex

● Le Comité National HA.CUI.TEX se prononce pour le plein exercice des droits des citoyens et plus spécialement des droits syndicaux des Militaires.

Les appelés ont besoin d'une forme d'organisation et d'expression y compris syndicale qui puisse les rassembler. Celle-ci permettrait la défense de la condition particulière des appelés et leur expression collective permettant la continuité des droits acquis aux citoyens.

La création d'un syndicat de soldats à Besançon répondait à ces objectifs. Le Comité National HA.CUI.TEX approuve et soutient cette initiative. En effet, cette initiative correspond à l'aspiration des jeunes qui refusent de plus en plus les formes contraignantes de la hiérarchie, qu'elle soit civile ou militaire.

Il regrette que les Confédérations ouvrières et les principaux partis politiques de gauche n'aient pas soutenu cette initiative, car ce soutien aurait permis une avancée de la défense des appelés et aurait pu éviter la répression à l'encontre de ceux qui se battent pour organiser les appelés.

Dans le système capitaliste, l'armée n'est pas neutre, elle est le plus souvent utilisée comme moyen de répression à l'encontre de la classe ouvrière, il est nécessaire que s'y organise et s'y développe la lutte des classes dans l'intérêt des travailleurs.

Afin de refuser la logique capitaliste qui veut sortir les jeunes de leur vie de travail pendant un an, pour les modeler et les intégrer au système, la C.F.D.T., toute entière doit :

- refuser la coupure d'un an,
- maintenir des liens avec les appelés de la classe ouvrière,
- et prendre en charge les problèmes propres aux travailleurs appelés.

Le Comité National appelle les syndicats HA.CUI.TEX, à rester en contact avec les travailleurs à l'armée, il se déclare pour une liaison des appelés CFDT.



# P.S.U. : INTERNATIONALISME, OUI ! INTERNATIONALE, NON !

tribune  
socialiste



Les 22 et 23 novembre à Colombes, le PSU a réuni son Conseil national sur les problèmes internationaux. Cela faisait bien longtemps qu'il ne lui était arrivé de discuter de tels problèmes. Entamé à partir du mois de mai, le débat s'est d'abord cristallisé sur quelques problèmes précis : fallait-il proposer une « conférence internationale de l'Europe du Sud » ? Oui répondait tout le monde mais les uns et les autres ne délimitaient pas ses composantes de la même manière. Pour la majorité du Bureau national, il s'agissait de réunir « toutes les forces anticapitalistes et anti-impérialistes de cette région » en misant principalement sur « l'éclatement du bloc des PC européens », c'est-à-dire, dans les faits, sur la possible participation à une telle initiative de responsables du PCE et du PCI. Une minorité défendait une autre position : sans s'opposer en soi à la perspective d'une rencontre qui réunirait tous les courants du mouvement ouvrier au niveau de l'Europe du Sud, elle laissait percer son scepticisme quant aux chances de succès d'une telle initiative et proposait, en tout état de cause, la réunion préalable d'une conférence des révolutionnaires de l'Europe du Sud. Ce débat se poursuivait jusqu'au niveau des conseils fédéraux. Mais il se solda au moment du Conseil national par un compromis : la majorité du Bureau national acceptait en effet de considérer ces deux préoccupations comme « complémentaires » et admettait de proposer aux organisations révolutionnaires de l'Europe du Sud rencontres et revue communes.

■ Très vite le débat devait déborder ce point particulier de la Conférence de l'Europe du Sud pour s'engager sur la question de l'Internationale. Deux courants se sont ici vivement affrontés.

## de l'internationale...

Pour le courant majoritaire, la réponse à la question de l'Internationale était très tranchée : « Dans de telles conditions, dit le texte majoritaire, axer la politique internationale du PSU sur une perspective, même éloignée, de construction d'une telle organisation risque de restreindre encore le champ des partis et groupes avec lesquels nous pourrions engager un débat stratégique. La recherche de convergences stratégiques, d'une réflexion commune, d'actions menées en commun, ne se confond donc pas avec la demande de construction d'une internationale. » Une minorité — dont Yvan Craipeau se fit le porte-parole — s'opposait à ce point de vue. Elle admettait, comme la majorité, qu'il n'était pas possible de mettre aujourd'hui à l'ordre du jour la création d'une nouvelle internationale. Mais elle maintenait par ailleurs très fermement qu'une organisation internationale de type nouveau serait nécessaire et situait dans cette perspective toute une série d'initiatives du PSU en direction d'un « courant révolutionnaire pour lequel le socialisme a pour condition la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et l'exercice du pouvoir à tous les niveaux par des organismes populaires (conseils ouvriers, comités paysans, comités de quartier, comités de soldats...) représentatifs de l'ensemble de la classe ouvrière et des couches et classe sociales alliées à elles. » La première orientation l'emportait par 254 mandats contre 91. Le PSU se trouve ainsi doté d'une orientation internationale qui donne un curieux sentiment d'inachevé. Car, incontestablement, certains aspects des textes votés représentent une avancée non négligeable. L'importance même accordée à l'analyse systématique de la nature de l'internationalisme est nouvelle dans l'histoire du PSU. Le fondement de toute pratique internationale est correctement situé dans l'apparition d'un système international de rapports économiques et sociaux qui font que « le capitalisme mondial, en tant que tel, malgré les contradictions qui le divisent est donc obligé de réagir à tout ce qui affecte son fonctionnement général, quelle que soit la partie du monde concernée. » Ainsi, ajoute le document majoritaire « un pays où le prolétariat a conquis le pouvoir reste inséré dans le marché mondial dominé par le capitalisme. Voyant se liquer contre lui toutes les forces de la bourgeoisie internationale, le nouveau pouvoir ne peut mener à terme la construction du socialisme dans un cadre national. D'où l'importance d'une solidarité internationale ne se limitant pas à des déclarations d'intention et la nécessité de définir un nouvel internationalisme à partir de l'expérience historique et d'une analyse de la période actuelle. » Ajoutons que le texte ne s'arrête pas aux fondements objectifs de l'internationalisme. Il tente aussi de définir les tâches qui doivent être celles du PSU dans et hors les frontières

de l'hexagone. Ainsi devront être faits des choix entre les organisations portées par le mouvement des luttes : « les problèmes du soutien politique, précise le document, ne doivent pas être confondus avec celui de la solidarité nécessairement inconconditionnelle contre la répression impérialiste ou réactionnaire. » Mais le problème est alors : comment répondre au mieux à cette responsabilité internationale ? Les thèses majoritaires nous reprochent notre attachement à « une forme dépassée d'organisation commune des partis révolutionnaires ». Nous croyons, au contraire, que notre démarche est avant tout politique, programmatique. « L'idée d'une rigoureuse stratégie mondiale, affirme le document, des mots d'ordre définis au sommet et applicables partout, ne peuvent que se heurter à la réalité concrète de la lutte des classes et aboutir à une ligne totalement abstraite. » Soit ! Mais cela élimine-t-il l'effort de toute stratégie mondiale, la nécessaire définition programmatique, au-delà des spécificités nationales ?

Par exemple, nous croyons qu'il y a un cadre stratégique commun à la lutte révolutionnaire dans le monde colonial, illustré par la place particulièrement importante de la question nationale, de la réalisation des réformes démocratiques bourgeoises (réforme agraire, etc.) et par le processus de transcendance socialiste que les luttes de libération nationale doivent connaître pour être substantiellement victorieuses. Il en résulte des considérants généraux sur le rôle irremplaçable du parti ouvrier révolutionnaire, comme sur les alliances de classe qu'il peut passer. C'est pour nous l'un des éléments clefs de la théorie de la révolution permanente.

Nous n'en tirons pourtant pas un trait d'égalité entre la situation de l'Argentine d'aujourd'hui et celle de la Chine durant la seconde et la troisième révolution chinoise ! Mais nous pensons que le rejet par le PSU de la théorie de la révolution permanente n'était pas étranger à l'opportunisme — aujourd'hui dénoncé — à l'égard des régimes dits « progressistes » (le soutien au régime de Boumediène par exemple). C'est parce que nous nous situons dans le cadre de cette théorie, que nous abordons nos tâches internationales à partir de l'interaction des divers secteurs de la révolution mondiale, que nous fondons la nécessité d'une Internationale.

De cela, la majorité du PSU n'est pas convaincue. Mais c'est un refus qui n'est pas sans conséquence. Ainsi peut-elle écrire que le débat sur la révolution portugaise doit s'engager sans « une quelconque priorité doctrinale... » ce qui ne peut conduire qu'aux plus grandes oscillations et à l'incapacité de tirer pour la France les leçons du Portugal. C'est là la rançon du refus de se situer programmatiquement du point de vue de la révolution mondiale, élaboration pourtant nécessaire que seule peut synthétiser une organisation internationale. Il reste à préciser que, même si l'accord existait sur la nécessité d'une internationale révolutionnaire de masse, un autre débat serait nécessaire : comment maintenant œuvrer au mieux à sa construction ? Pour mieux nous critiquer, le document majoritaire nous prête des prétentions qui ne sont pas les nôtres. Nous savons que la Quatrième Internationale « ne représente pas valablement les forces vives du mouvement ouvrier révolutionnaire », si par « forces vives », on entend le mouvement de masse révolutionnaire



Le P.S.U. et la  
solidarité internationale

et par « représenter » rassembler leurs avant-gardes combattantes. Nous ne nous « autoproclamons » pas : « Etat-major (impuissant) de la révolution mondiale ». Nous savons que l'Internationale révolutionnaire de masse reste un objectif à venir : la nuit stalinienne, l'éclatement du mouvement ouvrier international, la fragmentation de la révolution mondiale provoquée par la dégénérescence bureaucratique de la première révolution socialiste, tout cela ne se passe pas du jour au lendemain. Mais faut-il renoncer à ce qui est aujourd'hui possible, au nom de possibilités encore intemporelles ? La question que nous posons est la suivante : est-il aujourd'hui utile — donc nécessaire — de regrouper au sein d'une même organisation internationale l'avant-garde marxiste révolutionnaire ? Telles est là notre seule ambition actuelle. Cela peut paraître mince : mais quelles organisations sont concernées par le « rapprochement » auquel les textes du Conseil national du PSU disent vouloir œuvrer ?

Quelles relations entend-il avoir avec elles ? Sur la base de quelle activité pratique commune ? Comment envisage-t-il le débat entre ces organisations ? De tout cela, nous souhaitons discuter avec les camarades du PSU. Pour la première fois dans son histoire, celui-ci a été capable d'entamer un réel débat sur la question de l'Internationale. Il devient alors possible de le poursuivre.

## ... aux états généraux de l'autogestion

Il reste à dire que l'orientation internationale majoritairement adoptée n'est pas sans lien avec les ambiguïtés entretenues autour de la notion d'« unité populaire », privilégiant la recherche d'accords stratégiques avec les partis de masse traditionnels. Pratique nationale et orientation internationale se trouvent ainsi liées.

C'est comme pour illustrer ce lien qu'était adopté un texte intitulé : « Pour les états généraux de l'autogestion socialiste » qui pose quelques problèmes. La direction du PSU a en effet récemment renoncé au colloque qu'elle avait elle-même proposé (« Quel parti révolutionnaire pour l'autogestion socialiste ? ») en avançant comme raison le refus du CERES d'y participer. S'agit-il là d'un substitut à ce colloque avorté ? Si oui, on comprend mal que le texte voté à côté de longs développements sur le PC et le PS, fasse un silence total sur l'extrême-gauche. S'agit-il alors pour le PSU de réunir nationalement ses sympathisants ? Ou d'une opération politique apparemment prise en charge par des « organisations de masse » derrière lesquelles devraient obligatoirement se dissimuler les organisations politiques (PSU compris) qui se réclament de la « révolution socialiste autogestionnaire » ?

autant de questions auxquelles il faudrait que les camarades du PSU répondent clairement, si l'on veut que ces « états généraux » permettent une réelle « confrontation des pratiques de lutte » entre tous les courants qui se réclament de la révolution et de l'autogestion socialiste.

# LE CONGRES DE L'UNANIMITE ?

« Le Congrès de 1974 s'est déroulé sous le signe de l'affaire Dujardin. Celui de 1975 se déroulera, sans aucun doute, sous le signe de l'affaire Chapron qui, en dépit des désirs secrets et mal refoulés, et des efforts de quelques uns, n'est pas devenue l'affaire Charette. » Ainsi commençait le rapport, présenté au nom du bureau par son secrétaire général, Hubert Dalle, devant le VIII<sup>e</sup> Congrès du Syndicat de la Magistrature.

Pourtant, si tout au long de ce congrès, l'affaire Chapron et les accidents du travail ont souvent été évoqués, on ne peut affirmer pour autant qu'ils constituaient l'enjeu principal de la discussion. D'abord parce que « l'affaire », en dépit des quelques murmures traditionnels sur la forme, a recueilli un large consensus parmi les magistrats du syndicat comme parmi leurs collègues hors du syndicat. Ensuite, parce que le thème même du congrès (la crise, le juge et les libertés) constituait un cadre de réflexion beaucoup plus vaste, non réductible à ce seul problème.

## Le juge et la crise

Des manifestations de cette crise, il a été beaucoup question dans trois des commissions de travail mises en place lors de la première partie du congrès : crise, logement et consommation ; crise et grandes entreprises ; crise et situation des travailleurs. Toutes les interventions devaient insister sur les difficultés, sinon les impossibilités, d'appliquer le droit au profit des défavorisés, dès lors que ces derniers ont face à eux un patron, un propriétaire ou une multinationale. Qu'il s'agisse du droit au logement, du droit au travail ou de la mise en œuvre des libertés syndicales, les magistrats

syndiqués ont largement montré, nombreux exemples à la clé, comment les textes les plus favorables et les mieux intentionnés pouvaient rester lettre morte grâce aux pressions de la hiérarchie, aux circuits de dérivations ou encore à l'impossibilité où se trouve le juge d'exercer un quelconque contrôle sur les mécanismes économiques les plus anodins. Les analyses pour déjà anciennes qu'elles soient, prennent un relief tout particulier en période de crise économique, à un moment où le pouvoir se targue de « faire du social » tout en proclamant sa volonté de faire partager équitablement les conséquences de la crise à toutes les classes sociales. Non seulement le congrès a, une fois de plus, montré ce que, dans la pratique quotidienne, ce verbiage recouvrait, mais a également révélé les nouvelles procédures mises en place par le pouvoir pour faire payer aux travailleurs le prix de la crise. C'est ainsi qu'il a été fait état d'une circulaire — confidentielle — émanant du ministère du travail et demandant que les divers documents établis par les inspecteurs du travail et par les organismes professionnels de prévention, notamment à l'occasion d'accidents du travail, ne soient pas transmis aux magistrats, sous le prétexte qu'ils pourraient contenir des éléments subjectifs présument de l'existence d'une responsabilité du patron.

## « La délinquance dont on fait parler »

Faut-il s'étonner que, lorsqu'il parle de sécurité, le pouvoir n'en vise qu'une définition très restrictive, ce qui lui permet toutes les manipulations politiques ? Tel était le problème posé aux participants de la dernière commission (la crise et l'ordre), problème qui fut très largement



Un PDG en Prison et toute la bourgeoisie se mobilise pour sa libération. Toutes les méthodes sont bonnes — chantage sur les travailleurs, grosse artillerie dans la presse écrite et radio-diffusée.

repris dans le rapport du bureau. Dénonçant les multiples manipulations statistiques concernant la criminalité, le rapport s'attarde longuement sur la fonction de ce battage : « ... Ce qui importe ce n'est pas la délinquance qui existe mais la délinquance dont on fait parler... et dont on parle. » En faire parler, en effet, car cela permet d'atteindre plusieurs objectifs : « Le premier objectif de la campagne sur l'insécurité et la délinquance est bien entendu d'établir un rideau de fumée qui détourne l'attention des problèmes objectifs que le gouvernement ne peut ou ne veut résoudre. Il vaut mieux parler de la montée de la violence que de celle du chômage ou que de celle des prix.

» Le second objectif est de désigner des responsables aussi éloignés que possible du gouvernement et de la classe sociale qu'il représente. C'est la technique trop connue du bouc-émissaire. Les responsables du climat d'insécurité ne seraient pas les responsables de la politique économique et sociale mais quelques délinquants dangereux et violents.

» Le troisième est plus subtil. En focalisant l'opinion sur certaines catégories de délinquants, on détourne son attention des autres formes de délinquance. On cloue ainsi au pilori une délinquance qui transgresse le système en place et notamment le droit de propriété pour laisser dans les oubliettes la délinquance qui profite au système. La délinquance en col blanc, par exemple, ou les accidents du travail. On évite ainsi de regarder de trop près une délinquance qui, pourtant, se développe et se nourrit à la faveur de la crise. (...)

» Le dernier objectif, le plus important, est d'accroître le climat de peur et donc de violence qui justifie le contrôle accru de l'Etat sur les citoyens et l'existence ou le renforcement d'un appareil répressif. Ce climat cherche à redonner une cohésion à la société à un moment où le consensus

## NOTES POLITIQUES



### Giroud battue par Perronet ou le passé décomposé des Radicaux

Congrès du dérisoire que celui des radicaux valaisiens le week-end dernier à Lyon. Le bruit et la rumeur ont longtemps parcouru les travées désertes : Françoise Giroud serait-elle ou non candidate à la présidence du groupuscule contre Perronet ? Finalement elle se présente pour défendre au nom du clan schreibérien le droit des radicaux



Fotolib

### LE PARTI RADICAL SOCIALISTE EST L'AXE DE TOUTE POLITIQUE FRANÇAISE CONSTITUANTE.

C'est JSS qui cause.

de critiquer l'action gouvernementale tout en soutenant l'action de V. G. E. Singulière dialectique que la Secrétaire d'Etat à la condition féminine explicite : « L'intransigeance n'est jamais au pouvoir » en critiquant l'inconditionnalité de Perronet : « Mais il faut savoir jusqu'où on compose, sur quoi on compose et pourquoi on compose sinon on se décompose ».

Mais il y a déjà belle lurette que le « radicalisme » ne se conjugue plus qu'au passé décomposé.

C'est VGE lui-même qui dans son dernier discours de Dijon a dégonflé leur belle baudruche de la régionalisation.

Finalement, c'est le « compositeur » Perronet qui a été élu. Françoise Giroud a eu quelques amabilités pour lui : « Les efforts immenses de Gabriel Perronet me font penser parfois à ceux de Charles Quint qui après avoir édifié un empire puis abdiqué se retira dans un couvent et employa les dernières années de sa vie (...) à faire sonner ensemble quarante pendules ».

Alain Pierre Cure, président de la Fédération des Alpes de Haute Provence a démissionné à l'issue du congrès pour rejoindre les radicaux de gauche. Monsieur Perronet n'a plus que 39 pendules à accorder.

Michel Rovère.

### Mitterrand à New-York

M. François Mitterrand a pu rentrer comblé de New York où il a rencontré « sympathie et compréhension » auprès du Dr Kissinger, même si « cela ne veut pas dire alignement ».

Cette visite va un peu plus loin que la simple poursuite de la diplomatie planétaire que met en place le PS français qui tente d'apparaître d'ores et déjà sur ce terrain comme une formule de rechange crédible.

Cette perspective avait conduit Mitterrand à Moscou au printemps dernier. Aujourd'hui l'impérialisme américain redéploie vers le vieux continent l'axe de sa stratégie contre-révolutionnaire. Et surtout vers le triangle ibérico-franco-italien où mûrissent plus rapidement les conditions de futures conflagrations révolutionnaires. On a pu voir quel relief constituait la social-démocratie européenne pour l'impérialisme US tant vis à vis de la crise portugaise, que sur l'appui porté à Juan Carlos pour faire franchir à la bourgeoisie espagnole les étapes semées d'embûches de l'après-franquisme.

Mitterrand a donné des garanties sur la conduite qu'il tiendrait si l'Union de la Gauche arrivait au pouvoir : « Il n'y aura pas de renversement des alliances. Le Programme Commun comporte le maintien de l'Alliance Atlantique. Si notre

le congrès du syndicat

P. Fritel



social s'affaiblit et à l'institution judiciaire que l'on invite à s'atteler à des tâches essentiellement répressives. »

### « De la sécurité des citoyens à la sécurité de l'Etat »

Toute cette campagne, estime le Syndicat de la Magistrature, permet de légitimer les « réformes judiciaires » à l'étude qui, toutes, sont attentatoires aux libertés : « Il est difficile d'énumérer avec certitude l'ensemble de ses projets qui apparaissent çà et là au fil des déclarations officielles ou de notes plus ou moins confidentielles. Dans un réponse à une question orale d'un sénateur, le ministre de l'Intérieur indique pêle-mêle une réforme du régime des permissions aux détenus qui sera confiée aux préfets, une peine automatique de deux ans pour tout port d'armes ou transport d'explosifs, un élargissement de l'incrimination d'association de malfaiteurs... Ailleurs on parle de légaliser certaines pratiques policières, le contrôle administratif d'identité avec sanctions en cas de refus, certaine détention administrative (le camp d'Arrec par exemple), la fouille des véhicules en dehors de mandat judiciaire, etc. On parle aussi de rendre obligatoire la carte d'identité « dans l'intérêt même des contrôlés ».

« L'un des programmes d'action prioritaire du VII<sup>e</sup> Plan est centré sur la sécurité.

« On parle aussi d'accélérer le cours de la justice dans les affaires criminelles les plus graves et pour la « délinquance violente de profit » (1). M. Lecanuet a insisté plusieurs fois sur cette notion de « filière rapide », peu importe si l'on rend alors une justice au rabais. »

Mais, en définitive, ce qui est l'objectif principal du pouvoir n'est pas tant la lutte contre la délinquance que

les mécanismes qui, à la faveur de cette prétendue lutte, seront mis en place et permettront de garder le contrôle d'une situation politique incertaine. Déjà, dans cette voie, des glissements dangereux sont effectués par le pouvoir : « Petit à petit, on passe de la sécurité des citoyens à la sécurité de l'Etat. L'insécurité générale serait due à la fois à la montée de la délinquance mais aussi aux attaques politiques menées contre l'Etat, identifiées ici au pouvoir en place. » Aussi, le Syndicat de la Magistrature estime qu'il est grand temps de réagir et conclut : « Nous n'avons pas le droit de nous résigner et d'accepter de voir supplanter les libertés par la sécurité. »

### Unanimité hétérogène

Ce rapport qui, à notre connaissance, tente pour la première fois au Syndicat, de faire une analyse politique de la situation, a recueilli une majorité jamais atteinte jusqu'alors. Seules trois voix se sont portées contre, et cinq se sont abstenues, tandis que 265 voix se portaient sur le rapport. Pourtant il n'est pas sûr que cette belle unanimité soit réellement homogène. Le congrès n'a pu s'en apercevoir que subrepticement puisque, paradoxalement, il n'a que peu discuté de la nature de la crise, faisant porter l'essentiel de ses échanges sur les conséquences de celle-ci, notamment sur les libertés. En est responsable une partie de l'analyse présentée par le bureau, essentiellement axée sur les dangers de l'autoritarisme du pouvoir, mais négligeant de parler (mais en avait-elle les moyens politiques ?) du rapport de force réel entre les classes qui, en dernière analyse, détermine l'issue réelle de la situation.

S'il convenait qu'un syndicat de magistrats sonne l'alarme devant les atteintes répétées aux libertés dont est déduite une analyse catastrophiste de la situation, alimentant par là-même de nombreuses confusions ? Il n'est pas certain qu'une telle démarche soit la meilleure pour unifier un syndicat, même si elle permet, dans la chaleur d'un congrès, d'unifier tous les courants dans un réflexe légitime de défense. On l'a bien vu lors du vote d'une motion condamnant un projet de loi visant à l'interdiction du fait syndical dans la magistrature qui, votée à l'unanimité, précédait la motion sur la crise et l'ordre qui fut la seule à susciter un réel embryon de débat politique. Ce dernier se solda, avec l'accord du bureau, par le retrait de la motion de quelques membres phrases ou paragraphes contestés (notamment et significativement : la crise économique, signe de l'échec du système capitaliste...) alors que les mêmes termes se retrouvent à plusieurs reprises dans le rapport du bureau voté massivement. Fugitivement, autour de la trop brève discussion de cette motion malencontreusement portée en fin d'ordre du jour, on a vu pointer la véritable discussion du congrès : la notion même de crise du système capitaliste et les moyens à mettre en œuvre pour y répondre. Malheureusement, et sans que la gauche du syndicat tente de développer son analyse, on eut trop l'impression qu'il suffisait que le juge ait réellement les moyens d'appliquer la loi pour qu'il puisse, sinon résoudre la crise, du moins rééquilibrer la balance d'une justice inégalitaire. Le mythe du « bon juge » en a presque reçu une nouvelle jeunesse.

Georges MARION

(1) Il ne s'agit pas, bien-sûr, de la délinquance en col blanc, mais des hold-up, agressions, etc. (NDLR)

partenaire n'est pas d'accord sur cet élément de notre contrat, à lui d'en tirer les conséquences. »

Et Mitterrand qui a lu Machiavel, se permet même de donner au bon Dr Kissinger des leçons de réalisme politique :

« Mr Kissinger cherche un équilibre politique avec le monde communiste non parce qu'il le désire mais parce que les réalités l'imposent... Moi aussi. »

Le PC qui a signé le Programme Commun qui ne remet pas en cause les alliances, rapporte ces propos sans commentaires. Tout au plus, on voit les rédacteurs de « l'Humanité » jouer la bande au billard en citant, dans l'article rendant compte du voyage de Mitterrand à New York, Jean-Pierre Chevènement qui dans un article du dernier numéro de la revue Repères écrit « qu'il est vain d'attendre de l'actuelle administration américaine qu'elle puisse accepter de gaieté de cœur un gouvernement de gauche en France. »

M.R.

**il manque encore beaucoup d'argent !**

chèques à l'ordre de Mlle P. Chenot 10, impasse Guéméné Paris 75004 PARIS 75004

### Crimes racistes à Marseille

**Marseille : Quartier de Barasse**  
Samedi 29 novembre, vers 4 heures du matin, un guadeloupéen de 47 ans, Alexandre Louis est abattu d'une balle de 22 long rifle devant les grilles de l'usine Pechiney.

Quelques heures plus tard, un ouvrier algérien de la même usine est abattu de plusieurs décharges de chevrotines dans le ventre.

Dans les mois précédents, 3 autres ouvriers ont été victimes de guet-apens similaires.

Pour les policiers marseillais chargés de l'enquête « Ces crimes ne sont pas le fait du hasard. Ils n'ont pas été commis aveuglément. »

Pour les enquêteurs, tous ces crimes ont été mûrement préparés.

Dès lors l'hypothèse de crimes racistes n'en est que renforcée. D'autant que Marseille, de l'attentat contre le consulat d'Algérie à la campagne fasciste de l'été 73 (avec plusieurs assassinats analogues) a toujours été pour les nazillons au centre de leur stratégie de tension raciste.

### Grève de la faim à la Santé

La prison de la Santé est l'une des trois maisons d'arrêt de la région parisienne. Elle était considérée par les détenus comme la moins dure. Mais, profitant de l'affaire de la lettre de menaces du prisonnier Jacques Mesrine, envoyée à un journaliste de l'Express, l'administration monte en épingle cette affaire pour accentuer ses mesures répressives. Pour protester contre cela et aussi contre les nombreuses détentions

provisoires arbitraires, des centaines de détenus ont participé le jeudi 27 novembre à une grève de la faim. Il s'agit là d'un des rares types d'action collective possible dans une prison comme la Santé où tout est organisé pour diviser les détenus entre eux : séparation entre quartier-haut et quartier-bas, séparation entre les différents blocs ou divisions, séparation à l'intérieur des blocs selon les horaires des promenades. Dans ces conditions, il s'avère que ce mouvement constitue un succès pour les prisonniers qui luttent à l'intérieur même des établissements pénitentiaires.



## La CFDT Construction-bois (bâtiment)

## DU PROGRAMME COMMUN

Rouge a interviewé le secrétariat de la Fédération CFDT de la construction et du bois (F.N.C.B.), fédération dont un certain nombre de responsables avaient à titres individuels adhéré à la 4ème composante des Assises pour le socialisme (proche du CERES).

● Rouge : Quelle est votre position sur les réductions massives du temps de travail à 35 ou 36 h. par semaine, face au chômage ?

● F.N.C.B. : Dans notre fédération la moyenne est de 46,8 h par semaine. Le retour au 40 h fournirait 400.000 emplois nouveaux. Mais nous comprenons très bien que d'autres féd. comme les banques luttent pour les 35 h.

● Mais comme mot d'ordre national permettant l'unité entre le public et le privé, les travailleurs et les chômeurs, etc.

● Au plan confédéral nous avançons l'idée de 40 h maximum. Mais il y a d'autres revendications qui permettent de réaliser l'unité entre les travailleurs et les chômeurs, par exemple en luttant pour la réduction des cadences ou pour la retraite à 60 ans. Mais il est vrai que la réduction du temps de travail est un objectif prioritaire mobilisateur. Dans le Bâtiment une des revendications les plus sensibles est le refus de travailler le samedi avec parfois grève tous les samedis.

## 824 morts par an

● Justement, sur les conditions de travail et l'emploi, avez-vous une orientation favorable au contrôle ouvrier à travers des mots d'ordre tels que : « Non aux licenciements » ou « pas de sécurité ! pas de travail ! »... ?

● Dans le Bâtiment il y a 824 morts par an. La législation n'est même pas appliquée. Nous réclamons des comités d'hygiène et sécurité élus démocratiquement, seuls moyens de la faire appliquer.

Notre mot d'ordre fédéral est « Non aux licenciements ! », mais nous devons tenir compte de la grande mobilité du travail dans notre profession. Les travailleurs n'ont pas à faire les frais de la crise. Ils doivent lutter pour maintenir leur emploi par tous les moyens, occupations, saisies des documents patronaux, baisses des cadences, remises en marche... Par exemple à Evritybe à Bassens, face à la menace de licenciements pour raison de restructuration, les deux syndicats CGT et CFDT ont décidé de lancer un mouvement de réduction des cadences en passant de 1600 pièces à seulement 1000 pièces par jour.

● Manuest fait partie de votre féd. Quel bilan tirez-vous de cette coopérative ouvrière ?

● D'abord il faut dire que ça a été une lutte très intéressante avec des formes de lutte dures (occupations, prise de documents...), mais, quand au bout de 9 mois il n'y avait aucune solution patronale, alors les travailleurs ont été forcés de constituer une coopérative. Il n'avaient pas le choix.

— Mais ce n'est pas notre orientation. Certes ils ont pu réembaucher une partie des travailleurs, mais il faut dire que l'ensemble des travailleurs ont limité leurs revendications, notamment en matière de pouvoir d'achat. Une coopérative ouvrière n'échappe pas à la concurrence sur le marché capitaliste.

● Mais alors quelle solution quand une entreprise en faillite n'intéresse aucun capitaliste ? Ne faut-il pas s'adresser au « patron des patrons », le gouvernement et l'Etat, en réclamant la nationalisation ?

● C'est bien la démarche des travailleurs et de notre organisation quand nous nous adressons aux pouvoirs publics. Mais la nationalisation d'une petite tôle en faillite, ce n'est pas crédible. Ce n'était pas comme la sidérurgie.

● Mais si l'ensemble des petites boîtes et finalement l'ensemble des travailleurs se battaient pour exiger la nationalisation de toutes les entreprises qui ferment ?

● Nous n'avons pas eu de réflexion sur ce problème ni au niveau fédéral ni au niveau confédéral.

## Des travailleurs exploités comme les autres

● Votre fédération a pris position pour les droits égaux pour les travailleurs immigrés sauf en ce qui concerne les droits politiques ? Pourquoi ?

● Dans la mesure où les travailleurs immigrés sont des travailleurs exploités comme les travailleurs français et qu'ils participent de la même façon à la création des richesses du pays, nous disons qu'ils doivent avoir les mêmes droits sans contrôle particulier ni patronal, ni policier. En ce qui concerne les droits politiques nous reprenons la résolution du 36ème congrès confédéral qui précise « Une commune soumission à la légalité politique du pays et une contribution commune à sa vie économique et sociale devrait constituer une source de droits communs à tous les travailleurs, y compris pour des droits politiques et civiques ».

On n'est donc pas contre le droit de vote pour les immigrés, mais ils devront choisir entre l'exercice de ce droit en France ou dans leur pays d'origine. Par ailleurs beaucoup de travailleurs immigrés sont réticents à avoir les mêmes droits politiques que les français car ils veulent maintenir leur identité nationale.

● La position confédérale est pour le moins ambiguë. Que veut dire « La soumission à la légalité politique du pays » ? Si travailleurs français et immigrés ne forment qu'une même classe il faut qu'ils aient les mêmes droits, tous les droits, politiques y compris, pour mener le même combat.

● La lutte pour des droits politiques égaux déclenche une campagne chauvine de la droite que craignent les travailleurs immigrés. De toute façon le débat reste ouvert dans notre féd. sur ce problème.

● Quelle est votre position face aux organisations autonomes de travailleurs immigrés ?

● Nous sommes tout à fait pour que les travailleurs immigrés aient leurs organisations culturelles, leurs associations de locataires, leurs partis ou mouvements politiques, mais nous sommes résolument contre tout mouvement para-syndical qui ne peut que diviser la classe ouvrière face au patronat.

## Comité de grève et démocratie syndicale

● Quelle est votre position sur les comités de grève et votre pratique ?

● Pour nous c'est un faux problème : le vrai problème c'est celui de la démocratie ouvrière et de la démocratie syndicale.

● Peux-tu quand même me citer un cas selon toi positif de comité de grève ?

● Par exemple à la COMSIP, il y a eu un comité de grève de 6 à 7 personnes, syndiquées CGT, CFDT, et non syndiqués. Mais ce qui important c'est que la CFDT se réunissait tous les jours, faisait ses analyses et avançait ses propositions à l'AG quotidienne. Le comité de grève s'occupait des problèmes d'organisation quotidienne : solidarité financière, relations avec le comité de soutien.

● Le comité de grève préparait aussi l'AG ?

● Je ne sais pas. Mais le danger du comité de grève c'est que la section syndicale s'efface. Le vrai problème donc c'est la démocratie syndicale et la démocratie ouvrière. La démocratie syndicale c'est l'expression collective des adhérents qu'il faut donc réunir régulièrement pendant l'action. La démocratie ouvrière c'est l'assemblée générale souveraine. L'AG quotidienne tout le monde fait des propositions. L'intersyndicale, où chaque syndicat s'il y a divergence, mais aussi n'importe quel travailleur et pourquoi pas une section ou cellule politique. Après débat démocratique, c'est l'assemblée générale qui tranche et même si la position de la section syndicale est minoritaire elle applique la décision majoritaire, tout en maintenant son analyse autonome. Ainsi les travailleurs font leur expérience et élèvent leur niveau de conscience en comprenant la nécessité de l'organisation syndicale.

● Mais pour que l'AG soit réellement souveraine, encore faut-il quelle soit préparée démocratiquement par un maximum de travailleurs !

● Il ne s'agit pas pour nous de faire entériner la position du syndicat par l'AG, comme le fait souvent la





# LES CONSEILS OUVRIERS

CGT, il s'agit bien de donner à l'assemblée générale le moyen d'être souveraine.

● **Comment ? En créant des commissions ? Des délégués de services ou d'ateliers ?... et un comité de grève regroupant les délégués, les représentants des commissions et des syndicats ?**

● Nous sommes favorables à la création de commissions comme à Lip. Pour le comité de grève, encore une fois, c'est un faux problème. S'il y a 10 syndiqués sur 200 travailleurs, oui pour un comité de grève ! Mais s'il y a 190 syndiqués sur 200 travailleurs ça n'a pas de sens ! Remarque dans ce cas là il arrive qu'on élargisse le conseil syndical aux syndiqués actifs pendant la grève.

● Ce n'est pas un peu idéal votre façon de voir l'assemblée générale souveraine ? C'est possible dans une petite entreprise où les gens se connaissent. Mais dans une grande boîte avec une CGT et une CFDT n'ayant pas la même conception de l'AG souveraine, ça ne passe pas comme ça ! Comment alors les travailleurs peuvent-ils en quelque sorte contrôler, veiller sur l'unité ? Etes-vous pour par exemple, que les travailleurs puissent assister en observateur aux réunions intersyndicales ?

● Nous n'avons pas eu de réflexion en tant que fédération sur cette question précise.

## Quelle fusion syndicale ?

● **Quelle est votre position sur l'unité syndicale d'action CGT-CFDT ? Comment posez-vous le problème de la fusion organique ?**

● L'unité d'action entre nos deux fédérations s'est considérablement développée depuis 2 ou 3 ans. On peut dire qu'on est d'accord sur 90 % des revendications essentielles. On a même fait un document commun sur l'analyse de la crise. Ce qui est intéressant, c'est que la discussion avance aussi sur le problème du socialisme et de la transition. Mais de là à envisager la fusion organique, il y a un pas. Il y a encore trop de divergences. D'ailleurs la CGT non plus ne pose pas le problème de la fusion.

Je crois que le problème de la fusion syndicale se posera différemment si la victoire de la gauche suscite un vaste mouvement populaire. Dans une crise révolutionnaire, la fusion syndicale se fera probablement rapidement. Encore faut-il que soit garantie la possibilité d'expression aux structures minoritaires dans le syndicat unitaire.

● **Vous pensez qu'il faut un accord sur le socialisme et la transition pour envisager une fusion ?**

● Ce n'est pas à ce niveau que se situe le problème. C'est un débat important, mais l'essentiel pour une fusion c'est l'accord sur la pratique de la démocratie syndicale et ouvrière. Et là il y a des divergences.

● **Estimez-vous que l'accord inter-confédéral du 26 juin 74 est un « accord de grande portée » comme l'a dit Edmond Maire ?**

● On est persuadé que c'est un accord de grande portée, même s'il y a plusieurs lectures de l'accord, par exemple

sur la dénonciation des « comités irresponsables ». Nous on dit : ça vise les comités de lutte de type mao, mais pas les comités de grève. Pour la CGT ça vise aussi les comités de grève.

● **Chacun y met ce qu'il veut, et tu trouves que c'est un accord de grande portée !**

● Mais il n'y a pas que ça dans l'accord. Il y a un approfondissement des revendications et surtout une façon nouvelle de concevoir la pratique unitaire en se consultant avant de lancer l'action et en discutant des divergences avec les travailleurs. Dans l'ensemble cet accord a pu être utilisé à la base pour surmonter les tensions, et il a permis une avancée sensible au niveau fédéral.

● **Pourtant un certain nombre de structures comme l'Union régionale basse-Normandie ont reproché à cette accord non seulement ses ambiguïtés mais surtout la précipitation avec laquelle il avait été élaboré et signé au sommet, au lendemain des élections, avant les vacances.**

● Notre conseil fédéral n'a pas eu cette appréciation. Nous pensons que dans l'ensemble il répondait aux aspirations unitaires de la base, même si de nouveau depuis quelque temps il y a des difficultés.

## Un mouvement comparable à MAI 68

● **Comment posez-vous le problème du débouché politique des luttes ?**

● Nous n'avons pas de stratégie électoraliste. On est conscient de la nécessité d'offrir un débouché politique aux luttes et que 100 Lip ne suffiront pas. Il faut un mouvement généralisé des travailleurs face à la crise.

● **Mais la plateforme confédérale permet-elle cette offensive généralisée ?**

● Nous avançons fédéralement l'échelle mobile, et il est sûr que si les 40 h restent l'objectif réaliste, mobilisateur dans le Bâtiment, nationalement c'est au dessous qu'il faut descendre.

● **Mais toute offensive généralisée se heurtera directement au gouvernement comme on l'a vu au PTT.**

● La grève des PTT était trop isolée pour aller plus loin, mais il faut préparer un mouvement comparable à Mai 68.

● **Reste qu'en 68 le PS et le PC se sont défilés devant leurs responsabilités alors qu'il était possible au moins de chasser le gouvernement.**

● Les conditions sont différentes depuis le Programme commun.

## Plus loin que les nationalisations

● **Quelle est votre appréciation du Programme commun ? Etes-vous d'accord avec les critiques qui le jugent « centraliste » et « productiviste » faites par la confédération CFDT ?**

● Nous sommes très réticents vis-à-vis des critiques confédérales au Programme commun, car la critique des nationalisations va dans le sens du renforcement de la social-démocratie. Alors que les nationalisations sont l'élément essentiel qui permet la rupture avec le capitalisme.

— si on est d'accord sur le fait que le syndicat ne s'engage pas sur un programme de gouvernement on n'est pas d'accord sur les critiques puisque pour nous les nationalisations sont fondamentales ; d'autant que le Programme commun précise que les travailleurs pourront demander la nationalisation de leur entreprise.

Or, l'important en cas d'arrivée de la gauche au gouvernement c'est la mobilisation des masses populaires.

● **Vous ne vous limitez pas aux nationalisations préconisées dans le Programme commun ?**

● Notre congrès a pris position pour des nationalisations sans indemnité ni rachat permettant une planification socialiste démocratique. Il faudra dépasser le Programme commun. Ce n'est qu'une étape, l'étape de la démocratie avancée. Après commencera la transition au socialisme.

● **5 ans après ?**

● Le Programme commun a été prévu pour 5 ans. Mais ce sont les masses qui décideront de la durée d'application. Si elles veulent aller plus loin et même le dépasser tout de suite, tant mieux !

## Une transition de rupture

● **Pour vous, qu'est-ce que la transition au socialisme, et quand commence-t-elle ?**

● C'est une question compliquée. En tout cas la transition ne commence pas aujourd'hui ! Disons que les conditions, c'est que l'union de la gauche au gouvernement, par les voies parlementaires ou non, suscite un profond mouvement de masse et que la gauche entreprenne la rupture avec le système capitaliste par la planification socialiste démocratique et la transformation de l'appareil d'Etat.

— C'est pourquoi dès l'arrivée de la gauche au gouvernement, il faudra mettre en place des conseils d'usines et de quartiers.

● **Quel sera le rôle de ces conseils ?**

● Cela sera un rôle de contrôle et de gestion. D'ailleurs dans une telle période de mobilisation populaire il est difficile de séparer contrôle et gestion, comme aujourd'hui au Portugal.

● **Mais on ne peut pas contrôler et a fortiori gérer entreprise par entreprise, il faut une coordination, un plan. Qui élaborera ce plan ? Un congrès des conseils ouvriers ou l'assemblée des députés ?**

● Sur ce point nous n'avons pas de position. C'est un débat à approfondir.

● **Mais au-delà de la transition, le pouvoir des travailleurs c'est quoi pour vous ? Le pouvoir des conseils ?**

● C'est le pouvoir des conseils !

*Face à la détermination des grévistes, le patron a su jouer à fond la division syndicale.*

## PARIS-RHÔNE : LA REPRISE

■ Le mercredi 3, après plus de 20 jours de grève, c'est la reprise. Seuls quelques travailleurs tentent de continuer. Ils renoncent vite, isolés. Dès leur rentrée dans l'usine, quatorze travailleurs reçoivent leur lettre de licenciement. Parmi eux, le secrétaire de la CFDT et plusieurs délégués syndicaux. De plus ils sont menacés de poursuites judiciaires. Tout au long de la lutte, le patronat a montré sa détermination. Mais en face, les grévistes avaient de nombreux atouts, dont leur unité, dans le comité de grève. Il faut donc, même de façon rapide, voir pourquoi il y a eu échec.

Après l'occupation de l'usine Mermoz par la maîtrise, le jeudi 27 novembre devait marquer la réalisation de l'unité du mouvement ouvrier autour de ceux de Paris-Rhône. Une manifestation était organisée par les Unions Locales CGT et CFDT. Mais ce qui devait marquer un pas en avant a entraîné un pas en arrière. En effet, prétextant de la présence d'éléments gauchistes, l'USTM-CGT décidait d'aller à un endroit séparé. Alors que les travailleurs de Paris-Rhône et ceux d'autres entreprises se dirigeaient vers la boîte, le secrétaire de la section CGT Paris-Rhône quittait la manifestation avec sa banderole et trois autres militants. Par contre, la majorité des militants CGT restait dans cette manifestation, jusqu'au bout. Cette « fuite » permettait au responsable de l'UD-CFDT, Pagès, d'ironiser sur la présence de la CGT. Des militants CGT prendront alors la parole pour réaffirmer leur souci d'unité et refuser des décisions prises sans eux.

Forte de cette division au sommet, la direction proposait d'entamer des négociations. Un préalable était posé : l'évacuation de l'usine de Villeurbanne. L'USTM-CGT se déplacera pour demander au comité de grève-CGT de l'usine de sortir, ce qu'ils refuseront. Le lendemain, la police et la maîtrise, Charrière toujours en tête du commando, expulseront les travailleurs.

### Le tournant du lundi 1<sup>er</sup>.

Malgré ces manœuvres, la déter-

mination des grévistes ne semblait pas atteinte. Le gala organisé par le comité de grève, la section CGT (sans son secrétaire), la section CFDT accueillera plus de 1000 personnes le vendredi 28.

L'enthousiasme touchera à son comble après les interventions du comité de grève, des sections CGT et CFDT et d'un travailleur arabe, tous appelant à renforcer la lutte.

C'est dimanche que tombe la nouvelle. Un communiqué de presse de la « CGT-Paris-Rhône » annonce qu'il y aura un vote à bulletin secret le lundi pour « la poursuite de la grève illimitée à l'extérieur » ou pour « la continuation de la lutte sous d'autres formes à l'intérieur ».

Le comble c'est que la section CGT Mermoz s'était réunie vendredi après-midi et avait décidé au contraire d'accentuer le mouvement (le secrétaire était absent bien que convoqué). Elle l'a exprimée dans un tract distribué lundi matin devant la boîte.

A sept heures, l'équipe de l'USTM-CGT mettait en place les urnes devant l'entrée principale. Les flics arrivaient aussitôt pour protéger cette entrée et les urnes. Mais les sections CGT, CFDT et le comité de grève refusaient d'appeler à cette farce. C'était le tournant de la grève.

### Actions majoritaires et ...consultation minoritaire.

Résultat de cette mascarade : sur plus de 2000 travailleurs, 166 participaient à la consultation. Quatre



votes nuls, quatre-vingt pour la « grève illimitée » et quatre-vingt-deux pour « d'autres formes de lutte ». Belle majorité !

Pendant ce temps, 700 travailleurs se rendaient en cortège à l'Assemblée Générale où des débats animés eurent lieu, tous insistant sur la nécessité de poursuivre le combat.

L'USTM jouant son jeu jusqu'au bout, dénonçait le tract de la section CGT Paris-Rhône comme un « faux ». Mais il faut dire que du côté de la direction CFDT, ce n'est guère plus clair. L'Union Départementale joue la concurrence sur un secteur, la métallurgie, où elle est faible. Elle s'appuie sur la grève, mais pour mieux la contrôler. C'est ainsi, qu'un de leurs responsables, Pagès, est intervenu dans l'A.G. de lundi pour attaquer ce qui est pourtant un acquis essentiel de cette lutte, le comité de grève unitaire : militants CGT, CFDT et non-syndiqués. En reprenant ainsi à son compte l'accord interconfédéral CGT-CFDT du 26 juin, il rend un mauvais service à cette lutte.

### La reprise

Derrière sa banderole unitaire « CGT, Comité de Grève, CFDT » le cortège de Paris-Rhône était présent dans le groupe métallurgie en tête de la manifestation inter-professionnelle lyonnaise, qui a regroupé près de 15000 travailleurs, le 2 décembre. Leurs mots d'ordre :

— Du fric, pas des flics.

— 250F pour tous, c'est possible, c'est le moment.

Mais ce même jour, l'USTM-CGT, par dessus la tête de sa section locale, invitait par communiqué de presse à la reprise pour le lendemain. Elle prétendait s'appuyer sur le vote bidon du lundi. Ce nouveau coup bas sera le dernier. A l'assemblée générale du mardi, ils ne sont plus que 120,

écœurés, sans perspectives d'élargissement sur Lyon. La division opérée par les responsables syndicaux a joué. L'A.G. vote alors la reprise. Le comité de grève, conscient des risques de minorisation y appellera lui aussi. Ce sont des travailleurs découragés qui passeront mercredi matin la porte de l'usine.

### Toute la classe ouvrière lyonnaise concernée.

La grève est un échec. Mais l'heure n'est pas à baisser les bras à Paris-Rhône. Il faut comprendre ce qui s'est passé, et continuer le combat contre la répression patronale.

La discussion doit s'engager dans l'usine pour tirer le bilan de la façon dont la lutte a été menée. Il y a aujourd'hui beaucoup de travailleurs qui se posent des questions sur le rôle de l'USTM, et en premier lieu au sein des sections CGT, désavouées à quatre reprises par ceux dont la tâche aurait du être de les aider.

Tirer le bilan, mais aussi continuer la lutte.

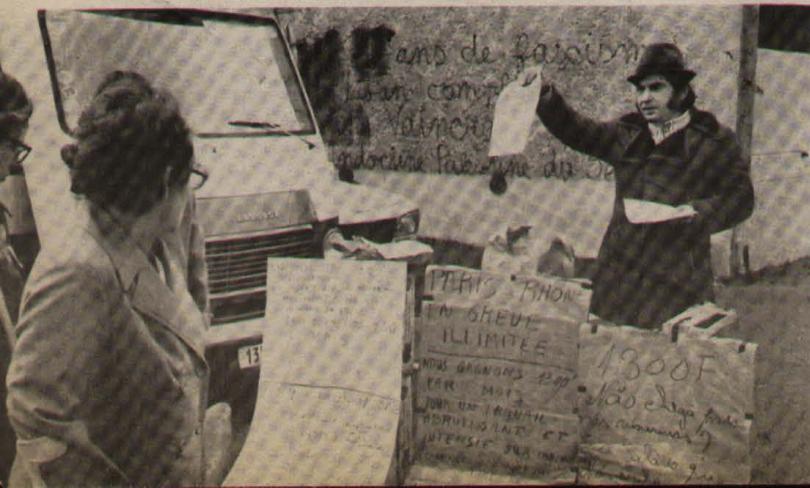
Aujourd'hui, 14 otages restent entre les mains de la direction. Parmi eux beaucoup de ceux qui ont été à la pointe de la grève. Après Renault, après Usinor, c'est un nouveau pas franchi dans l'escalade de la répression patronale.

A cette attaque c'est toute la classe ouvrière lyonnaise qui doit répondre : laisser faire sur Paris-Rhône aujourd'hui, serait ouvrir la voie à d'autres atteintes au droit de grève et aux libertés syndicales. Les travailleurs de Lyon doivent mettre un point d'honneur à relever le défi :

Pas de licenciement pour fait de grève

Réintégration immédiate des camarades de Paris-Rhône.

Le 3 décembre  
Correspondant



# POINTS CHAUDS



## SOVIREL BAGNEAUX : LES TRAVAILLEURS DE LA « D » ONT MONTRE LA VOIE

Après six jours de grève illimitée dont quatre avec occupation, les travailleurs de l'usine « D » ont repris le travail après avoir obtenu satisfaction.

Dès le début du conflit (contre l'augmentation des cadences) la Direction avait proposé aux démolisseurs de revoir les temps de pause et la prime de rendement.

Mais les démolisseurs ne l'ont pas vu du même oeil, et ce qu'ils ont exigé : c'est que les cadences soient remises comme auparavant.

La Direction a alors tenté de faire tourner les installations en faisant remplacer les grévistes par du personnel d'autres services.

Ces travailleurs ont refusé de jouer les briseurs de grève, et la Direction les a déclarés arbitrairement grévistes eux aussi.

Tous grévistes ! Alors ils ont décidé tous ensemble la grève totale.

Jusqu'à maintenant les travailleurs de la « D » ont toujours lutté pour l'amélioration des conditions de travail, c'est ainsi qu'ils ont obtenu des tournants par postes avec des pauses.

Mais alors que le chômage partiel est monnaie courante sur Sovirel, il n'était plus question pour eux de produire plus, de se crever davantage aux pieds des machines au nom de la compétitivité de Sovirel.

Occuper l'usine « D » cela ne s'était jamais vu à Sovirel.

Tous les accès de l'usine ont été condamnés et l'allée intérieure venant de la « A » fermée par la mise en place de bennes.

Devant la fermeté des grévistes et le développement d'une grève de solidarité des travailleurs de la « A », la Direction a été contrainte de négocier dans l'usine occupée, avec la participation de grévistes aux négociations.

La Direction a cédé, et a décidé d'abandonner provisoirement la fabrication en cours, et d'en reprendre une autre avec les cadences initiales.

Tous les travailleurs de l'usine « D » seront indemnisés au taux de chômage en vigueur à Sovirel, soit 77 %. Seuls les démolisseurs, à l'origine du conflit, ne sont pas indemnisés, la Direction voulant ainsi porter un coup à leur combativité.

Pour les travailleurs, l'indemnisation des heures de grève à 77 % est une première à Sovirel, et continuer la lutte pour l'indemnisation des démolisseurs, c'était pour beaucoup un risque de minoriser la lutte, surtout que les démolisseurs représentent 4 à 5 personnes par équipe.

Les grévistes ont décidés en Assemblée Générale de faire une répartition des indemnités entre tous, afin que les démolisseurs soient indemnisés eux aussi, déjouant ainsi les manoeuvres de la Direction.

Pour tous les travailleurs de Sovirel, ceux de la « D » ont prouvé qu'il était possible de vaincre et nombreux sont ceux des autres secteurs qui discutent de leur lutte.

Correspondant.



Triton, Air France, Chauffeur... nombre d'usines en grèves depuis des semaines, voire des mois étaient dans le rue le 2 décembre à Paris. Mais — à part quelques pôles combatifs — la manifestations était en retrait tant par son nombre que par son tonus sur celles du 4 ou du 2. La CFDT, était très peu présente.

Aux mots d'ordre traditionnels (« du travail pour les jeunes, la retraite à 60 ans », Union action Programme Commun) s'ajoutaient parfois : « Les patrons licencient, les patrons en prison ! » ou « La Sécu aux travailleurs ». Un mot d'ordre fut largement repris (et même mentionné dans l'Huma du lendemain) : « La relance ? c'est du bidon ! Giscard, Chirac n'ont rien changé. C'est tous ensemble, qu'il faut frapper ! ».

## JAMS SUD (CARPENTRAS) LES TRAVAILLEURS VEULENT LANCER UNE COOPERATIVE OUVRIERE

Carpentras est une petite ville. On y compte 2 000 chômeurs et de nombreuses usines, de conserves ou de métallurgie ont fermé en quelques années, c'est dire combien le problème de l'emploi est aigu. La fermeture de Jams Sud est donc durement ressentie. Jams Sud, usine de sièges fondée en 1970 employait jusqu'en novembre 180 travailleurs.

Or le groupe Angly qui possède 7 usines en France dont 3 pour les sièges à Mourmelon, Fère

Champenoise et Carpentras accuse un passif de 10 milliards. L'usine de Carpentras est trop excentrée et n'intéresse pas les Frères Willot seuls acheteurs sur le coup. Dès la fin septembre les travailleurs font grève et défilent dans les rues de la ville et constituent un comité de défense : celui-ci est formé des délégués élus CGT et CFDT dans une unité totale. Ils impulsent un comité de soutien sur la ville et viennent de décider dans une Assemblée Générale tenue le 26 novembre par 107 voix contre 17 de constituer une coopération ouvrière.

## BRETONED WAR SAO. LABOUR E BREIZ EVIT AN HOLL !

**Bretons debout ; du travail pour tous en Bretagne !**

La journée de grève générale en Bretagne a été une démonstration de force impressionnante. Partout, la grève, appelée par la CGT, la CFDT et la FEN a été très suivie ; partout les manifs ont été nombreuses et déterminées (12 000 à Brest malgré la pluie).

Si la grève a connu pareille réussite, c'est qu'elle répondait à une situation que les travailleurs bretons ressentent comme spécifique. Bien sûr, la crise, le chômage font partout des ravages. Mais chacun comprend ici que la situation est plus grave que ne le laissent voir les statistiques du moment. On sait que les licenciements sont, plus souvent qu'ailleurs, dus à des fermetures d'entreprises qui coulent définitivement et ne réembaucheront pas « A la sortie du tunnel ». On sait le nombre de ceux qui sont déjà partis chercher loin du pays un hypothétique travail. On voit que les grands trusts, échoués par la vague de grèves bretonnes de 71-72, ont mis la Bretagne en « quarantaine » pour leurs investissements.

Et on voit dans la situation actuelle, au-delà des effets généraux « de la crise », de danger plus grave encore d'un pas de

plus vers le déprissement économique.

On ne peut que regretter, par contre, d'avoir vu la FEN et la CGT faire tout leur possible pour estomper la spécificité bretonne de la grève (par exemple en faisant donner leur SO contre les porteurs de drapeaux bretons). Il est également inadmissible que ni la plate-forme d'appel, ni la plupart des prises de paroles syndicales n'aient comporté de prises de positions contre la répression et la récente vague d'arrestations, et que les comités anti-répression n'aient été tolérés, même si ceux-ci se sont imposés dans les manifs.

Si l'on veut que cette journée d'action ait des lendemains, il faut ouvrir la perspective d'une unité d'action beaucoup plus large et beaucoup plus vivante, faire surgir partout, à l'occasion des luttes locales, des comités de masse pour l'emploi, pour que la Bretagne vive, largement ouverte à toutes les forces engagées dans la lutte anti-capitaliste et à tous les aspects de leurs combats : ouvriers, chômeurs, associations de quartiers, paysans travailleurs, jeunes militants du mouvement culturel, du combat contre les implantations militaires ou nucléaires...

Correspondant Brest

L'un d'eux nous déclare que la boîte tourne sans patron ni directeur et qu'ils peuvent continuer comme cela. Les ouvriers ajoute-t-il sont conscients qu'il faudra des cadres et des difficultés d'une coopérative dans le régime capitaliste et il n'est pas question de diminuer les salaires ou l'emploi et il est possible avant 1 an de donner du travail à 250 travailleurs. Une étude de marché — la première ! — vient d'être faite, des contacts pris avec Manuest...

Ce n'est pas une petite équipe qui dirige la lutte, mais l'ensemble des ouvriers, dès le début un tract avait été édité en espagnol et en arabe, l'usine a été sonorisée afin de pouvoir informer heure par heure des événements. Presque tous les membres du personnel, en général très jeunes, hommes et femmes participent aux assemblées générales, et alors qu'il n'y avait avant qu'une petite section CGT, ils ont été très nombreux à se syndiquer tant à la CGT qu'à la CFDT.

Ils espèrent convaincre le tribunal que l'affaire est viable et réunir le capital de 50 millions nécessaires au démarrage de la coopérative. Peut-être se font-ils quelques illusions et ils doivent être prêts à mener une lutte longue et dure, avec l'appui de tous les travailleurs, contre les autorités.

Correspondant.

## MEETING CONTRE L'EXPULSION D'ARFAOUI BECHIR

Samedi 6 décembre à 19 H

Salle Lancry 10, rue Lancry M° République

A l'appel de : - Comité contre l'expulsion de Bechir ARFAOUI - FTA - Al Charara - AMF - UTIT - CTA - Revo Afrique

Soutenu par : - CUI - CFI 19ème-20ème - ASTI Paris Asnières - AGEA (étudiants Algériens) - Groupes témoignages Chrétiens Paris - RI - LCR - OC-GOP - Combat Communiste - PSU - LO

# L'ALTERNATIVE

**La bourgeoisie n'a pas les moyens, au delà d'une démoralisation temporaire d'une partie de l'avant-garde, d'infliger un reflux durable de la masse des travailleurs sans détruire par la force leur potentiel de combat.**



■ Mardi 2 décembre l'état de siège a été levé à Lisbonne. Entre temps plus de 150 officiers ont été incarcérés, des sous-officiers miliciens et des soldats ont été placés en permission illimitée. Le Conseil de la Révolution a été nettoyé de ses éléments jugés trop radicaux ou trop hésitants (Coutinho, Carvalho, Contreras et Fabiao). Vasco Gonçalves lui aussi perd ses galons de général et ses responsabilités à l'Académie Militaire. Les journaux et les radios aux comités de rédaction proches du P.C.P. ou de l'extrême-gauche ont été mis sous tutelle. Des perquisition ont été effectuées dans les locaux du P.R.P., du M.E.S. et de la L.U.A.R., mais d'autres suivront probablement bientôt sous le prétexte officiel de la « recherche d'armes ».

Le gouvernement qui a repris ses fonctions, a décidé de suspendre jusqu'à Noël l'application des contrats collectifs de travail (CCT) qui lui avaient été arrachés avant les 25 et 26 novembre, par les travailleurs de la métallurgie, de la construction, de la boulangerie, de l'habillement et du textile.

En bref, le grand nettoyage a commencé. Ou plutôt : certains voudraient bien qu'il commence vraiment, jugeant les mesures prises jusqu'à présent notoirement insuffisantes.

## Le major Antunes et le colonel Neves

Lundi 1<sup>er</sup> décembre, dans la caserne d'Amadora qui abrite maintenant le siège de l'Etat-major général, le colonel Jaime Neves, chef du régiment de commando déclarait en réponse au président Costa Gomes partisan d'arrêter les frais : « Actuellement, le régiment des commandos n'est pas satisfait. Il pense qu'il y a encore beaucoup à faire et il est décidé à aller jusqu'au bout. »

En effet, le colonel Jaime Neves n'est pas content. Il voudrait bien achever la besogne entamée les 25 et 26 novembre. Il aimerait bien après le RALIS, l'EPAM et la PM, pousser jusqu'au RIOQ, à la base navale d'Alfeite et dans toutes les casernes en faisant un détour par les entreprises de la ceinture industrielle dont il n'apprécie pas la combativité. Le colonel Jaime Neves a gagné ses galons sous Salazar et Caetano en massacrant des villages entiers du Mozambique combattant pour sa libération. Le colonel Jaime Neves aime l'ordre, surtout quand il a la couleur des treillis commandos, et il rêve de se rattraper au Portugal de sa frustration au Mozambique. Jaime Neves est un fasciste.

Le même jour, le major Melo Antunes apparaît à la télévision dont les émissions sont désormais sans surprise. Il se félicite de la victoire remportée contre les « putschistes » et répète sa version des événements en omettant soigneusement de mentionner le rôle de « pousse au crime » qu'il y a sans doute joué. Le major Melo Antunes réaffirme son « attachement » au socialisme. « Dans la liberté », bien sûr, c'est le slogan à la mode. Dans l'ordre et la discipline surtout. Mais contre tout cela, le major Melo Antunes réitère sa conviction que le Conseil de la Révolution (revu et corrigé) saura s'opposer à tout « virage à droite ». Le major Melo

Antunes est une figure historique du MFA : il est d'ailleurs le principal rédacteur de son programme du 25 avril : il est aussi l'auteur du plan économique de février jeté aux oubliettes par la mobilisation populaire du 11 mars 75 et l'animateur du groupe des Neuf qui lança cet été l'offensive victorieuse contre le 5ème gouvernement provisoire de Vasco Gonçalves, au nom du socialisme (sans la révolution) et de l'indépendance nationale (dans le cadre de l'Europe capitaliste et de l'OTAN). Le major Melo Antunes se dépense beaucoup pour reconstruire une démocratie bourgeoise bien ordonnée avec son parlement qui promulgue des lois, son armée qui les défend et sa police qui les protège. Mais il est convaincu qu'une telle entreprise en raison du degré de radicalisation atteint par les travailleurs au fil des 18 mois du processus révolutionnaire portugais ne peut être menée à bien que sous les auspices d'une coalition réformiste rassemblant le PS et le PCP et donnant le change aux aspirations anti-capitalistes de la classe ouvrière.

Autant Jaime Neves est un apprenti-Pinochet, autant Melo Antunes est une sorte de Mitterrand portugais en uniforme, capable de tancer vertement Mario Soares — Guy Mollet pour son aveuglement devant le poids inquiétant d'une droite réactionnaire qu'à trop flatter il finira par mettre, à ses propres dépens, aux avant-postes du pouvoir politique. Melo Antunes n'est pas un fasciste, c'est un politicien bourgeois lucide qui sait qu'en période pré-révolutionnaire il faut s'appeler « socialiste » pour faire avaler la pilule aux travailleurs et se servir de leurs forces, voire de leurs organisations, pour faire contre-poids aux menées fascistes des secteurs majoritaires de la hiérarchie militaire et du grand capital portugais. Melo Antunes est un social-démocrate.

## La peste et le choléra ?

Est-ce à dire que Melo Antunes et Jaime Neves — et derrière eux les forces sociales et politiques qu'ils entraînent — soient comme la peste et le choléra, également dangereux ? Evidemment non. Toutes choses égales, il importe hautement aux travailleurs de savoir si leurs droits d'expression et d'organisation seront préservés (même si l'on cherche à en désamorcer le potentiel explosif) ou s'ils seront carrément remis en cause — par la force si besoin — quand bien même l'issue du combat serait largement douteuse pour les Jaime Neves de toute obédience (CDS, PPD, ELP, MDLP, hiérarchie militaire). Autrement dit il est tout à fait essentiel de se prononcer conjoncturellement sur la nature du régime, à l'issue des événements récents. En se trompant d'appréciation, on risquerait fort de se tromper de moyens pour préparer son renversement. On ne lutte pas contre le bonnet phrygien de la république bourgeoise, comme on combat les chemises noires du fascisme.

Certaines organisations révolutionnaires telles le MES et le PRP, parlent d'un « coup d'Etat fasciste » les 25 et 26 novembre. Dans la lignée de l'erreur politique qu'ils ont commise auparavant ces militants voient dans

l'échec des opérations militaires de Lisbonne le signe et aujourd'hui la cause d'un recul profond de la combativité des travailleurs. Plaçant leurs espoirs dans un engagement de dernière minute, contraint et forcé par l'extrême-gauche, des forces du PCP dans « l'insurrection », ils en dénoncent maintenant la trahison. L'absence de réaction de la direction du PCP, de l'Intersyndicale et du secrétariat provisoire des Commissions de Travailleurs de la Ceinture industrielle de Lisbonne (dominés par le PCP) a selon eux, ouvert la porte à un coup d'Etat fasciste dont Jaime Neves, promu au rang de premier gendarme par Melo Antunes, tire tout le profit. En bonne logique certains de ces militants songent déjà à revenir aux formes de lutte utilisées avant le 25 avril.

Ils ont constitué à cet effet un « Commando d'Unité Révolutionnaire Anti-fasciste » (CURAF), dont la première déclaration (datée du 27 novembre) se conclut ainsi : « Le CURAF saura accomplir sa mission en donnant des directives aux soldats et aux travailleurs, en coordonnant l'action des forces patriotiques au niveau national.

**Le socialisme ou la mort !**

**La victoire est certaine ! »**

Le silence de la direction du PCP et des organisations de masses qu'elle dirige est certes criminel. La direction du PCP avait les moyens, sans se lancer dans une épreuve de force prématurée, de mobiliser les travailleurs contre l'imposition de l'Etat de siège sur Lisbonne. Elle pouvait et devait appeler les travailleurs à empêcher la répression (menée tout au plus par 500 commandos) de s'abattre sur les régiments « rouges » de la capitale. Son absence volontaire de réaction ou de prise de position lors de ces deux journées décisives lui vaut d'ailleurs aujourd'hui la rancune de nombre de ses militants et sympathisants.

Mais ce n'est pas parce que la direction réformiste du PCP a refusé de bouger que la classe ouvrière connaît une défaite. Les forces de la classe ouvrière, son poten-

N.19-26-11-75 - PREÇO 2150

**luta proletária**

ORGANIZAR A MOBILIZAÇÃO GERAL

ÚLTIMA HORA

Le numéro de « Luta Proletária » que nos camarades de la LCI réussirent à sortir et à diffuser, en plein état de siège, alors que tous les journaux étaient interdits.

**MEETING ESPAGNE LCR**

*Franco est mort à bas le franquisme !  
Tous aux côtés des travailleurs portugais !*

**Lundi 15 décembre  
20h30 Mutualité**



Jaime Neves (à gauche) et Melo Antunes (à droite) à l'Assemblée Générale de l'armée de terre.

tiel de mobilisation exprimé à la grande manifestation du 16 novembre, ses organes autonomes et ses conquêtes sont pour l'instant intactes. Et pour que tout ceci soit battu en brèche, il faudrait, maintenant, passer à une réelle confrontation dont l'issue n'est pas certaine pour la réaction.

De ce point de vue le conflit entre les partisans de la manière forte (Jaime Neves) et ceux de la répression sélective et limitée (Melo Antunes) n'est pas sans intérêt. Car il exprime à sa manière l'impossibilité actuelle pour la bourgeoisie portugaise d'infliger au delà de la démolition temporaire d'une partie de l'avant-garde, un reflux profond et durable de la masse des travailleurs, sans démanteler par la force et détruire leur potentiel de combat.

A lui seul l'existence de ce conflit politique entre démocrates bourgeois et réactionnaires fascistes témoigne que la crise de la bourgeoisie portugaise n'a pas encore été résolue et que les confrontations décisives sont devant et non derrière les travailleurs portugais. En dernière instance, ce sont eux qui en décideront l'issue.

### Le moindre mal ?

Est-ce à dire qu'il faille, à l'instar de la direction du PCP, pratiquer désormais la politique du moindre mal ? Si Melo Antunes n'est pas un fasciste, s'il n'est même pas fourrier d'un fascisme qui devra se débarrasser de tous les Melo Antunes pour triompher, faut-il alors l'appuyer dans sa tentative de restauration tranquille de la légalité bourgeoise contre les plans de conquête violente du pouvoir par la réaction ?

La servilité de la direction du PCP à l'égard de Costa Gomes et ses offres d'entente à Melo Antunes « pour sauver l'essentiel » indique qu'elle répond positivement à cette question. La direction du PCP conserve, pour l'essentiel, sa stratégie : manœuvre, à l'intérieur de l'appareil d'Etat bourgeois, en s'appuyant au besoin sur le mouvement des masses canalisé à cet effet, pour y conquérir des positions qui servent de points d'appui à une transformation pacifique et graduelle du pouvoir. Mais elle est maintenant contrainte de décaler tous ses plans d'un cran ; hier elle escomptait de son influence au sein de certains secteurs de l'armée et de son implantation dans la classe ouvrière, combinées à la présence d'officiers favorables à ses conceptions au Conseil de la Révolution, de pouvoir pousser ses adversaires hors des centres de pouvoir. Aujourd'hui elle tente de monnayer sa base sociale parmi les travailleurs contre une alliance avec le secteur « le plus progressiste » du Conseil de la Révolution et du gouvernement. Ce n'est plus Otelo contre Vasco Lourenço c'est Melo Antunes contre Morais e Silva. En fin de compte, pour les dirigeants du PCP le triomphe ou l'échec de la réaction ne dépend pas avant tout de la force organisée et centralisée des travailleurs dans leurs organes autonomes, comme les commissions de travailleurs ou de soldats. Ils reposent sur la réussite d'un compromis politique au niveau gouvernemental et militaire. L'éditorial du dernier numéro d'Avante se prononce ainsi de façon significative : « Le Portugal risquerait de connaître un régime de droite si désormais une négociation politique ne réussissait pas à aboutir à une alliance avec le PS ». C'est un appel du pied à la direction du PS et aux Neuf pour trouver au plus vite une solution négociée, sous peine de se voir bientôt débordés par une hiérarchie militaire dont l'écrasante majorité retrouve aujourd'hui son vocabulaire ouvertement réactionnaire. Melo Antunes, qui a poussé à l'épreuve de force militaire pour reprendre le contrôle de l'armée, a déjà pris les devants en réaffirmant « l'indispensable présence du PCP au gouvernement ». La direction du PS, forte d'un succès qu'elle croit le sien — et

que Melo Antunes admoneste régulièrement pour « son glissement à droite » (interview du Nouvel Observateur) — cherche à mettre le PCP à genoux en exigeant qu'il abandonne sa prétention de canaliser le mouvement de masse et participe « loyalement » au 6ème gouvernement tel qu'il est.

Fidèles à leurs conceptions social-démocrates contre-révolutionnaires les dirigeants principaux du PS espèrent tirer les marrons du feu en établissant leur autorité incontestée dans l'Etat. Mais le Portugal n'est ni la Suède, ni l'Allemagne. Le « calme » n'y sera pas rétabli par la seule vertu magique des incantations à la « démocratie » et au « pluralisme » de Mario Soares, Salgado Zenha et Sottomayor Cardia. Les officiers qu'ils flattent pour accomplir cette tâche ne sont pas leurs hommes et risquent fort de leur rendre demain la monnaie de la pièce. La « démocratie » qu'ils appellent de leurs vœux, pour trouver sa légitimité civile, devrait sortir des urnes et non d'un coup de force qui en prépare un autre. Or des élections verraient les suffrages du PS considérablement diminués de tous ceux qui reconnaissent dans les partis bourgeois leurs véritables défenseurs contre le péril révolutionnaire. Entre le PC et l'extrême gauche d'une part et la droite de l'autre, le PS se retrouverait coincé devant un bloc PPD-CDS probablement plus important que sa propre représentation. Ce pressentiment suscite déjà un malaise dans la base ouvrière du PS, qui se répercute, dans le Nord du pays notamment, par des déclarations aux tonalités « Union de la Gauche » de quelques dirigeants (Carlos Lage à Porto par exemple) en discordance notable avec le secrétariat national du PS.

Quelles que soient les péripéties d'une négociation qui peut encore traîner en longueur, il n'en demeure pas moins qu'un gouvernement PS-PCP-MFA (c'est à dire groupe des Neuf de Melo Antunes) est encore la dernière carte de la bourgeoisie portugaise pour établir une autorité gouvernementale susceptible de faire rentrer la classe ouvrière, les travailleurs des villes et des campagnes et les soldats dans le rang. Le simple fait que cette solution soit plus que jamais au centre des préoccupations et des débats du Conseil de la révolution qui siège ce jeudi 4, témoigne précisément, que les éléments de la crise présents avant les 25-26 novembre, demeurent à l'œuvre. A court terme, les divergences d'opinion des secteurs bourgeois et de la hiérarchie militaire sur les moyens de sa résolution, pourrait bien contribuer à la faire rebondir.

### L'alternative

Un gouvernement PS-PCP-MFA avec ou sans participation du PPD, c'est avant tout un gouvernement « d'ordre » qui n'hésitera pas, sous la pression du PS et avec l'assentiment du PCP, à confronter les luttes des travailleurs pour faire respecter son autorité. Ce serait aussi un gouvernement incapable de s'opposer au sabotage économique et politique de la réaction par peur d'armer les travailleurs, même du désir de s'armer. Un tel gouvernement, y compris réduit aux seules directions du PS et du PCP — ce qui est peu envisageable — ne ferait rien d'autre, dans les conditions du Portugal de 1975-76, que gérer plutôt mal que bien les affaires de la bourgeoisie au détriment des intérêts des travailleurs.

Il ne représente donc en aucune manière une alternative à la crise du pouvoir qui peut refaire surface à tout moment. La seule alternative, réelle, réaliste, et viable réside dans l'extension, l'unification, la centralisation des organes autonomes que se sont données les travailleurs dans les usines, les quartiers, les exploitations agricoles et les casernes. Utopie après ce qui est arrivé à Lisbonne ? Pas tant que ça : certaines casernes ont vu certains de leurs officiers arrêtés et remplacés,

mais les soldats dans toute l'armée ne peuvent pas être substitués du jour au lendemain, pas plus que les officiers et sous-officiers miliciens. Les commissions de travailleurs, les syndicats, n'ont pas été démantelés. Les conseils de village existent et les commissions de travailleurs agricoles n'ont pas été touchés.

Dans l'armée la lutte sera plus difficile, mais elle met plus que jamais à l'ordre du jour l'auto-défense organisée par les commissions de soldats et de travailleurs contre les projets menaçants des fascistes à la Jaime Neves. La presse et la radio s'ouvriront moins aux organisations ouvrières, mais la mise au pas éventuelle des rédacteurs et des administrations ne supprime pas l'existence des ouvriers imprimeurs dont la lutte pour le contrôle ouvrier sur l'information est déjà une tradition. La défense des conquêtes ouvrières et des droits démocratiques prend une acuité particulière. La répression en se limitant, n'entame pas les forces de la classe ouvrière ; en voulant s'étendre elle risque de les confronter, jetant par terre le fragile édifice de la « normalisation » entreprise.

Pour réaliser toutes ces possibilités, le rôle des militants révolutionnaires est clé. Les bilans tirés, les erreurs rectifiées, la recombinaison de l'extrême gauche — première victime de la crise — sur la base d'une politique unitaire dirigée vers les travailleurs du PS et du PCP, peut permettre de sortir de l'impasse politique actuelle à laquelle ont abouti les orientations réformistes aussi bien qu'ultra-gauches.

Il faut tout faire pour cela, vite, très vite. C'est possible.

Le 3 décembre 75  
Charles Michaloux.

## SOLIDARITE

La discussion indispensable sur le bilan des derniers événements au Portugal est un moyen de préparer la riposte de la classe ouvrière. Mais cette discussion se mène entre militants révolutionnaires qui luttent tous pour la Révolution Socialiste portugaise. La critique nécessaire doit donc être fraternelle, mais la solidarité à l'égard des victimes de la répression doit être encore plus.

Avec tous les militants du mouvement ouvrier pour qui la révolution portugaise est un espoir et un combat de tous les jours, nous exigeons la libération immédiate de tous les officiers, sous-officiers et soldats emprisonnés et l'arrêt de toutes les poursuites et perquisitions contre les militants et organisations révolutionnaires, quelques soient le courant dont ils se réclament.

## MEETINGS

Samedi 6 décembre — 75 rue de l'Ourcq — Paris  
19<sup>h</sup> M<sup>o</sup> Crimée de 16 à 22 h :  
6 HEURES POUR LA REVOLUTION PORTUGAISE  
organisées par le Comité Portugal 19<sup>o</sup>  
participation de :  
Groupe Femme 20<sup>o</sup>/EE/Comité Espagne 20<sup>o</sup>/Comité  
français-immigrés, 19-20<sup>o</sup>  
Soutenu par UL CFTD 19<sup>o</sup>/LCR/OCR/ORR/PSU

## A Caen

Mercredi 26 à Caen, la LCR organisait un meeting sûr la révolution portugaise. 300 personnes participèrent au débat avec Henri Weber et les (nombreux) délégués des Renseignements Généraux furent fort marrés de ne pouvoir mettre la main sur un délégué des S.U.V. !

# VERS LE QUOTIDIEN

## UN DERNIER COUP DE REIN !

■ Chaque jour qui passe justifie un peu plus la fonction politique de Rouge quotidien. Regardons la semaine qui vient de s'écouler : les « événements » du Portugal et leur interprétation par la presse bourgeoise comme un putsch gauchiste, les prétendues ouvertures démocratiques de Juan Carlos, l'offensive sauvage du pouvoir contre le contingent et le débat qui s'amplifie dans la classe ouvrière sur le syndicat de soldats... autant de faits marquants qui nécessitent le contre-feu des révolutionnaires, un contre-feu immédiat dont Rouge quotidien aurait pu être le porteur.

Dans cette situation politique qui bouillonne, l'outil indispensable des révolutionnaires manque cruellement. Or, ce quotidien sur lequel nous travaillons, pour lequel tout commence à être en place, est à portée de la main. Il ne reste plus qu'à se constituer une marge de manoeuvre financière sans laquelle nous ne pourrions faire face aux premières échéances ni assurer le bon fonctionnement. Tout l'appareil est quasiment prêt à tourner, reste à lui en donner les moyens.

L'organisation et ses sympathisants tiennent la réponse entre leurs mains. Le dernier coup de rein financier ne dépend que d'eux. Il reste peu de temps mais nous savons que l'audience de notre projet n'a pas été « rentabilisée » à sa juste mesure. Si toutes les énergies s'investissent, si tous les sacrifices sont consentis, comme l'ampleur du projet de quotidien le nécessite, nous gagnerons ! Fin Janvier, février au plus tard, Rouge sera tous les jours dans tous les kiosques. Et de nouveaux espaces s'ouvriront aux révolutionnaires...

## LE DISQUE DE LA FETE DE ROUGE EST PARU

En vente 25 F. à la librairie Rouge, chèques à l'ordre de P. Chenot

Fanfare bolchevique de Prades, Caron-Ozanne, Mans de Breish, Théâtre de l'écume, Débat armée, Rufus, Imanol, Mandel, Roger Siffar, Débat Corse, Romain Boutelle, Débat prostitution, F. Béranger, Presse (Mandel-Rossanda), Y. Dautin, Meting, Santa Klaus.

## LA RUBRIQUE INTERNATIONALE DE ROUGE QUOTIDIEN

□ Affichée sur le mur une planisphère, constellée de petits drapeaux rouges figurant l'évolution de la lutte des classes à l'échelle internationale. Un bruit de fond permanent, insupportable : une dizaine de télex crépitent, retraçant seconde par seconde l'actualité quotidienne, l'Histoire de demain. Sur un bureau s'entassent pêle-mêle des dizaines de quotidiens, d'hebdomadaires, en des langues aussi diverses qu'inconnues, tous fébrilement traduits, disséqués, analysés par quelque rédacteur polyglotte. Un va et vient incessant de militants anonymes, de personnalités plus ou moins connues transitant par Paris pour s'y faire dûment interroger, interviewer sur ce qu'ils ont vu ou entendu, ce qu'il pensent ou ne pensent pas de « l'évolution prochaine de la situation, LA-BAS ».

En plus, dans les articles, un grain de bon sens trotskyste digne des meilleurs passages de la « Révolution Permanente »...

Une vision apocalyptique qui illustre parfaitement ce que ne devrait pas être la rubrique internationale du Quotidien.

Bien que ne bénéficiant pas du support logistique (nombreux envoyés spéciaux, reporters, pigistes, etc...) et financier des grands quotidiens d'information bourgeoise, nous ne serons pas pour autant réduits à ce rôle de « commentateurs de la lutte des classes » dans lequel le manque de moyen devrait nous enfermer. Au contraire, par l'intermédiaire de correspondants dans toutes les régions du

monde (y compris là où traditionnellement la « grande presse » devient subitement la « grande muette ») quand il s'agit de rendre compte d'une réalité sociale et politique qui dépasse le cadre de l'événement) issus des sections de l'Internationale, nous serons à même de donner à cette rubrique une dimension nouvelle qui demain fera sa qualité et sa force.

Parce qu'ils ne seront pas seulement de simples « véhicules » de l'information, mais avant tout des militants personnellement impliqués dans les luttes, quotidiennement, directement confrontés à la réalité sociale et politique qu'ils auront à charge de nous décrire, les correspondants internationaux donneront inévitablement naissance à un nouveau style d'information. Brisant le monopole de l'information que s'est arrogé la bourgeoisie ils nous communiqueront tout un ensemble de données (sous forme de reportages, d'enquêtes, d'analyses synthétiques ou plus simplement de brèves nouvelles) que les agences de presse et les mass-média laissent délibérément de côté ou sont incapables de se procurer.

La faiblesse de certaines sections de l'Internationale, les conditions même de leur intervention (clandestinité, répression) ne nous permettront pas toujours de répondre de façon satisfaisante aux besoins de l'actualité en s'appuyant sur le seul réseau des correspondants. Pour pallier à ces carences un certain nombre de reportages seront réalisés (deux par mois

environ) par des rédacteurs du quotidien ou des collaborateurs détachés comme « envoyés spéciaux » (ce que fait Michaloux aujourd'hui au Portugal) ou comme « reporters » (ce qu'a fait J. P. Bauvais après le coup d'Etat au Chili).

Mais cette rubrique ne remplirait qu'en partie sa fonction si elle n'ouvrait pas aussi ses colonnes à d'autres courants que le notre pourvu qu'ils se réclament du mouvement ouvrier. Car ici, le problème se pose en termes tout à fait différents des autres rubriques. Ce n'est pas une question de bonne volonté, d'ouverture, mais de responsabilité politique : espérer donner quotidiennement un aperçu des luttes qui se mènent dans de nombreux pays où nous sommes encore extrêmement faibles, voir inexistantes, au travers du seul prisme déformant de l'expérience politique d'un militant français relèverait de la pure fantaisie, d'où le choix que nous avons fait d'utiliser le quotidien comme tribune de débats, instrument de confrontation politique des analyses et des expériences, dans la perspective d'une élaboration commune. A l'heure où de nombreuses organisations se posent le problème de l'unification de leur action en divers points du monde (Amérique Latine, Moyen-Orient, Europe) nous affirmons ainsi notre volonté d'être partie prenante de ces débats mais aussi de leur fournir un cadre public qui permette d'y associer un maximum de composantes.

## LA PUBLICITE DANS « ROUGE »

● Cela pourrait donner à peu près ceci : « Renault 4L, une 5 portes idéale pour les collages ».

Ou bien encore cela : « Moins s'intoxiquer pendant les réunions en fumant une Gallia ! ».

D'autres annonceurs pourraient tout aussi bien nous vanter les mérites du casque « machin » ou de la colle « truc »... En effet l'expérience — limitée — du quotidien Rouge de campagne, nous a appris que même un quotidien révolutionnaire pouvait être considéré par certains annonceurs comme un support publicitaire rentable. Bien qu'ayant une diffusion limitée nous présentons l'avantage d'avoir un « public » relativement homogène dont les centres d'intérêts et les motivations d'achats sont facilement cernables. Au point d'ailleurs que pendant la campagne, faute d'avoir étudié nos tarifs, nous avons été très vite submergé par la demande.

Jusqu'à présent nous avons toujours eu comme politique de refuser toute publicité qui ne s'intègre pas dans le cadre des activités socio-culturelles de nos lecteurs : cinéma, théâtre, musique, éditions, presse, voyages, etc. Nous la poursuivrons. Le quotidien ne servira pas de support publicitaire à des entreprises désireuses de pénétrer un marché encore vierge, ou presque : l'extrême-gauche.

Ce n'est pas une position de principe. Nous ne sommes pas POUR la publicité. Mais nous ne sommes pas CONTRE non plus, dans la mesure où l'apport financier qu'elle représente est loin d'être négligeable. Plus de deux millions par mois pour 2/5 de page par numéro ! Ces deux millions, si nous les obtenons, nous permettrons demain de réduire nos coûts de fabrication et par conséquent d'améliorer la qualité et l'intérêt du journal en débloquent plus de crédits pour certains postes très

onéreux : photos, reportages, etc.

Cependant, pour ne pas risquer de tomber dans certains travers bien connus de la presse bourgeoise (et même de la presse du mouvement ouvrier) nous avons fixé un certain nombre de règles à ne jamais transgresser :

- 1) refus de toute pub se situant hors du cadre socio-culturel ou ne s'inscrivant pas d'elle-même dans l'une des rubriques du quotidien.
- 2) maximum de surface accordée : 1/2 page par numéro de 12 pages, 3/4 de page par numéro de 16 pages.
- 3) pas de publicité en première page.
- 4) un même annonceur ne pourra pas prendre la surface totale d'un numéro plus d'une fois par semaine.
- 5) nous nous réservons le droit de rompre un contrat en cas de publicité mensongère. Et de la dénoncer comme telle dans le quotidien si par mégarde elle était déjà passée.

SURTOUT NE LE REPÉTEZ PAS..

en confiance..

ON MANQUE DE SOUS!!

DE VOUS A MOI..

SOUS LE SCAU DU SECRET..



# LA SOMME DE LA SOUSCRIPTION

Nous publions ici un tableau qui permet de mesurer exactement les progrès, les limites et les possibilités de la souscription. Il s'agit d'une moyenne des sommes collectées par militants dans un certain nombre de villes « test ». Nous avons choisi un peu moins de 50 villes soit environ la moitié des villes où des cellules, sections de la LCR et des Comités rouges ou des Groupes « Taupes rouges » sont présents. Nous avons classé ces villes, sections, cellules ou comités rouges en 6 catégories :

**Celles qui ont collecté plus de 500F par militant**  
Auxerre 702  
Agen 534  
Brest 615  
Grasse 895  
Lille 583

**Celles qui ont collecté entre 400 et 500F**  
Cherbourg 487  
Dunkerque 400  
Metz 466  
Marseille 445  
Orléans 427

**Celles qui ont collecté entre 300 et 400F**  
Avignon 308  
Besançon 305  
Elbeuf 359  
Reims 360  
Toulon 336

**Celles qui ont collecté entre 200 et 300F**  
Aix 230  
Alençon 230  
Clermont 266  
Chartres 281  
Carcassonne 286  
Grenoble 282  
Nancy 265

Nantes 233  
Paris et banlieue 262

**Celles qui ont collecté entre 100 et 200F**  
Angers 198  
Albi 114  
Amiens 169  
Beauvais 115  
Bordeaux 164  
Blois 181  
Caen 130  
Dijon 177  
Dreux 174  
Evreux 146  
Le Havre 110  
Montpellier 190  
Macon 100  
Nice 142  
Le Puy 183  
Poitiers 172  
La Rochelle 167  
Rouen 123  
Sedan 171  
Toulouse 132

**Celles qui ont collecté moins de 100F**  
Dieppe 51  
Narbonne 51  
Pau 55

On peut constater l'inégalité des rentrées entre deux petites villes : telles que Grasse (895F par militant) et Dieppe (51F par militant); entre des cas tels que Cherbourg (487F) et Le Havre (110F) ou entre des grandes villes : Lille (583F) et Toulouse (132F). Chacun pourra prendre à la lecture de ce tableau des éléments nuancés de comparaison : il apparaît indiscutablement que les différences sont dues à des facteurs *subjectifs* et non à des raisons *objectives*. Il est donc tout à fait aisé de déduire que l'effort militant peut non seulement faire disparaître les différences mais du même coup peut faire faire un bond en avant à la souscription de plusieurs dizaines de millions. Les camarades qui ont déjà fait cet effort (ceux qui ont récolté plus de 500F chacun) sont en droit de l'exiger des autres.

A ROUGE, ON A PAS D'POGNON MAIS ON A L'QUOTIDIEN!



**SOUSCRIVEZ !**

SOLDE ANTERIEUR	1080181,29	B.B. Paris	300,00
		M.G. Paris 16	100,00
		Enseignants lycée C. Monet Le Havre	300,00
		Stand rouge fête associations rencontres	185,00
		Le Havre	200,00
		Un appelé parachutiste	100,00
		Insti. Colombes	30,00
		S. instituteur Carcassonne	100,00
		B. maître auxiliaire Carcassonne	15,00
		Employé équipement Carcassonne	100,00
		Mébron Carcassonne	200,00
		Employé impôts Carcassonne	13,00
		Comité rouge lycéen Carcassonne	74,75
		Sympathisant PTT Besançon	50,00
		2 Sympathisants salariés Besançon	500,00
		Sympathisant Chili Besançon	50,00
		Comité rouge étudiant Besançon	200,00
		Militant ChiliBesançon	1000,00
		Sympathisant ouvrier Besançon	100,00
		G.D. et P.E. Tours	100,00
		M.F. Sympathisant Tours	50,00
		N.M. Sympathisant Tours	300,00
		Hôpital Charcot	40,00
		Comité rouge lycéen Sartrouville	98,00
		Anonyme marché Sartrouville	5,00
		Comité rouge Sartrouville	200,00
		Un bidasse Yvelines, moitié solde	100,00
		Travailleurs PTT-Sud	200,00
		Sympathisants Trappes	10,00
		Diffuseurs Sartrouville	35,00
		Sympathisants Asnières	100,00
		Y.L. Paris	100,00
		J.N. Paris 19	500,00
		Sympathisant La Cortaie	100,00
		Sympathisants Corbeil	150,00
		Cercle rouge lycéen Villeneuve/Lot	30,00
		Comité rouge ouvrier Villeneuve/Lot	35,00
		Groupe taupa Fumel	176,00
		Comité rouge Lycen Agen	27,50
		Groupe taupa Agen	20,00
		Groupe taupa PTT Lyon	300,00
		P.B. étudiant Lyon	10,00
		B.T. Lyon	75,00
		N.V. Câbles Lyon f	50,00
		C.R. DOUA	40,00
		P.C. fonctionnaire Lyon	10,00
		B.D. chimier Lyon	20,00
		A.H. ministère Travail Lyon	30,00
		J.L. Lyon	20,00
		M.G. Lyon	50,00
		A.L. Lyon	50,00
		C.R. Ampère	50,00
		Anonyme Lyon	50,00
		A. Givors	50,00
		A. Lyon	100,00
		G. Lyon	20,00
		Anonyme Lyon	5,00
		Groupe taupa EDF Caen	80,00
		Sympathisant Communaux	50,00
		P.A. Per	300,00
		Comité rouge Louviers	295,00
		Travailleuse espagnole Louviers	15,00
		Diffuseurs Montpellier	300,00
		Diffuseurs Montpellier	1160,00
		Un reformiste saisière	20,00
		Diffuseurs Tarn	290,00
		Diffuseurs Tours	800,00
		Enseignants Tours	419,00
		Travailleurs sociaux Tours	300,00
		Employé CAF Tours	50,00
		Métallo Tours	50,00
		Diffuseurs Châlons/saône	300,00
		Sympathisant Châlons/saône	200,00
		Diffuseurs Macon	156,00
		Sympathisant Sécu sociale Macon	34,00
		Enseignants (tes) des Landes	370,00
		Travailleur du bât: Bordeaux	100,00
		Diffuseurs Bordeaux	403,00
		Diffuseurs Pau vente affiches	108,00
		Diffuseurs Montpellier	975,00
		Comité rouge Limoges	50,00
		Diffuseurs Orléans	480,00
		Lecteur de l'hebdo Rouge	50,00
		D.D. employé Annezin	100,00
		Institutrice Béziers	200,00
		Sympathisant d'Antony	50,00
		D.B. élève éducateur SympathisantLille	200,00
		D et R Diffuseurs Périgueux	500,00
		Diffuseurs Renault ateliers Billancourt	810,00
		Ministère équipement	300,00
		Diffuseurs Dassault	400,00
		Diffuseurs Aviation civil	100,00
		D.M. Meudon-la-Forêt	200,00
		Lycées Paris 16	270,00
		Travailleur antimilitariste Boulogne	27,00
		Diffuseurs marché Boulogne	32,00
		C.B. Paris	150,00
		Diffuseurs Dassault	200,00
		Diffuseurs Equipement	270,00
		Diffuseurs RATP	400,00
		Diffuseurs Rouen	200,00
		Y.M. Albertville	100,00
		C.J.C. St-Hilaire du Touvet	100,00
		TOTAL	1124859,67

?

# ROCK REAG

**les anglais sont partout  
mais on y parle aussi français !**

■ Il y avait vraiment beaucoup de monde devant le grand podium à la fête de Rouge pour voir et écouter les « rock stars » anglo-américains, affluence qui se retrouve dans tous les concerts. « Dr Feelgood » est le groupe à succès du moment et on a pu nous reprocher ce choix, nous y reviendrons. Leur présence témoignait d'une volonté de ne laisser dans l'ombre aucune facette de la musique se situant d'une manière ou d'une autre au cœur d'une révolte, d'un rejet de l'ordre établi, sans d'ailleurs limiter notre choix aux seules grosses vedettes. Il s'agissait aussi de répondre à une demande. Il n'est pas sans signification qu'elle porte sur cette musique et non sur Claude François ou Michel Sardou, du moins dans nos eaux, ce qui par retour a un certain effet sur les groupes eux-mêmes, obligés de rester en partie fidèles à l'esprit original.

Les musiciens de Dr Feelgood sont salariés. On décide pour eux en fonction des courbes de vente. Mais ceux qui achètent attendent de cette musique qu'elle exprime un rejet, et transfigure la violence quotidienne. (voir l'analogie entre la violence mécanique du jeu de scène de Feelgood et celle de la répétition du geste sur une chaîne). C'est une contrainte commerciale pour les producteurs. C'est ainsi que « Ten years after » ont refusé de jouer pour les jeunes giscardiens, certainement moins par conviction que par sens bien compris de leurs intérêts. Etre ainsi marqué à droite aurait été pour eux en l'occurrence anti-commercial, alors que ça n'a aucune importance pour Claude François dont la débilité

s'accorde bien avec « l'esprit libéral » estampillé V.G.E.

Nous savons que rock, pop et commerce sont liés et n'avons pas la naïveté de prétendre qu'il s'agit d'une alliance contre nature. On peut constater que pour une partie des groupes pop, ça va jusqu'au reniement même de leur musique qu'ils transforment en un pur exercice creux, l'énergie et la violence deviennent grimaces et simulacres à l'usage des jeunes bourgeois des beaux quartiers, dérivatifs quelquefois efficaces à l'élan de révolte.

Mais la vigueur du rock, son perpétuel retour aux sources (Dr Feelgood toujours, pris en main par United Artists, est à l'origine un groupe de « pub-rock », renaissance du rock dans les pubs de banlieue en Grande-Bretagne avec des publics de jeunes ouvriers de lycéens, de chômeurs) en font un phénix qu'on croit toujours détruit par M. Show-bizz et toujours ressuscité, car son péché originel fait de violence, de crachat sur les valeurs sacrés, de haine du flic, du patron, de l'armée... est nettement plus coriace.

Porteuse de mille ambiguïtés, même d'aspects franchement réactionnaires (notamment la mythification de la violence virile, mais ce n'est pas vrai pour Lou Reed ou Mick Jagger, visages changeants du rock qui se laisse mal enfermer dans des jugements sans appel), c'est une expression musicale qui témoigne de façon exceptionnellement concentrée et riche de notre époque qui n'en finit pas de finir son temps, et ce témoignage n'est pas neutre, il est

John Cale au cours de la Fête Rouge



Photo « Rouge »

même souvent violemment contre. Sa rencontre avec un public nombreux a quelquefois été un événement politique.

On n'en attend pourtant pas la voie royale de la révolution, alors foin des critiques puristes et ne renions pas que nous sommes, à juste raison, sensibles à ce qu'ils expriment souvent mieux que nous.

Mieux écouter et mieux connaître c'est aussi ne pas se laisser prendre aux manipulations du show-bizz où dominent les marchés anglais et américains, situation due à l'antériorité de constitution de ces marchés, qui impose un monopole de la musique d'outre-Manche, d'outre-Atlantique et depuis peu d'outre-Rhin quant aux concerts, aux sorties de disques, aux passages radio. Pourtant, sans moyens, sans publicité, des groupes tournent en France, dans le circuit des MJC. Certains étaient à la fête de Rouge. Une grande partie de ceux venus voir les « rock-stars » en ont profité pour les écouter, ce que nous souhaitons, et on pu se rendre compte que l'équation imposée par les trusts du disque : « rock = Anglais ou U.S. » sert surtout à défendre leur monopole, et n'est plus vraie aujourd'hui.

Il n'est jamais trop tard pour réparer. Vous vous déplacerez pour la tournée « Procol Harum » ; n'hésitez pas à le faire pour « Plat du Jour », « Mahjun » et « Art Zoyd » qui tournent actuellement. Vous les verrez dans un contexte nettement moins fliqué, dans des salles plus petites, où il sera sans doute plus facile d'échapper au rôle de spectateur passif bavant devant la

● A partir du 4 décembre et pendant 2 mois, un groupe de chanteurs : Pierre Dieghi, Djalma, Gérard Gauche, Jean-Pierre Girard, Chantal Grimm, Lusard, Claude Meunier, présenteront un spectacle de chanson « OFF » à l'Espace Tribuche. La chanson « OFF » veut s'exprimer en dehors des circuits commerciaux traditionnels : poétiques, libertaires, révoltés ou humoristes, ces chanteurs ont donc créé leur réseau d'expression parallèle.  
Espace Tribuche  
3, rue de la Bucherie  
Paris 5<sup>e</sup> Métro Maubert  
(3 jours par semaine : jeudi, vendredi, samedi de 19 h 45 à 21 h 30. Participation aux frais : 6 F étudiants, les autres 10 F).

vedette qu'on lui donne à voir d'autant plus que c'est une défroque qu'ils ne veulent pas endosser.

J.-L. RIDE

Plat du jour : 10/12 : Angoulême  
11/12 : Bordeaux  
12/12 : Tarbes  
14-12 : Toulouse.

Mahjun : 8/1 : Grenoble  
(Théâtre municipal)  
16/1 : Marseille (MJC Corderie)

Art Zoyd : 16/1 : Dieppe (MJC)

**DEBAT**

à propos  
de « Numéro 2 »  
de Jean-Luc  
Godard

**CINEMA, VIDEO ET  
LUTTES DE  
CLASSES**

● La crise que connaît actuellement le cinéma français conjugée à l'apparition de nouveaux modes d'enregistrement de l'image tel que la vidéo, conduit à reconsidérer les voies de la création cinématographique. La sortie récente du film de Jean-Luc Godard, Numéro 2,

permet à cet égard de se faire une idée de ce que pourrait être un travail idéologique sur les images et les sons. Malheureusement, en matière de vidéo, la porte est ouverte, aujourd'hui encore, à tous les malentendus et à toutes les confusions...

Non... La vidéo ce n'est pas la télévision ! Même si la télévision emploie couramment certaines techniques de la vidéo, elle ne l'englobe pas cependant. Il faut bien se garder d'identifier l'une à l'autre. Une différenciation essentielle, s'opère notamment au niveau technologique, au niveau du matériel. Le matériel lourd, sophistiqué utilisé par la télévision n'a rien à voir avec le matériel portable dont se servent des groupes militants qui se sont donnés pour but la circulation d'une contre-information indépendante. De

plus la télévision n'a pas d'autonomie, elle n'a pas d'écriture ou de langage particulier.

S'il y a remise en cause des structures de la création cinématographique, il est bien clair cette fois que c'est par le biais de la vidéo comme moyen d'expression autonome et non pas par celui de la télévision. C'est dans ce cadre très précis de travail sur les moyens de la création cinématographique qu'il faut replacer Numéro 2, le film de Godard.

Un film comme, le rappelle Godard lui-même au début du sien, ne peut être réalisé qu'avec de l'argent, beaucoup d'argent. A ce niveau-là, la vidéo peut intervenir comme une nouvelle façon d'envisager les choses : la vidéo, économiquement plus abordable, d'un accès technique relativement aisé,

ouvre la brèche. La vidéo peut permettre un renouvellement de la création par l'image, que le cinéma traditionnel entièrement soumis au pouvoir de l'idéologie dominante de par ses structures, rend aujourd'hui impossible. Ainsi le fait de s'exprimer sur pellicule est loin d'être un geste à la portée du commun des mortels. La liberté d'utilisation du cinéma est formidablement restreinte, laboratoires, censures, visas, autorisations, sont autant de verrous protecteurs d'un cinéma entièrement contrôlé, canalisé, castré, au service des images dominantes. La vidéo au contraire a le pouvoir de briser les vieux moules dans lesquels se fabriquent encore les images : en effet comment contrôler un produit qui ne passe par aucun laboratoire (l'image vidéo ne se développe pas,

et qui par sa rapidité d'intervention et de fabrication remet en question le temps cinématographique à tous les niveaux ?

Loin des épiciers de la pellicule et des marchands de soupe audio-visuelle, la vidéo, en tant que moyen d'expression autonome et majeur peut permettre une critique radicale du cinéma et de l'information. Quelques-uns ouvrent déjà dans ce sens (on pouvait encore voir récemment à Paris dans une petite salle du quartier latin des bandes-vidéo exclusives tournées en Espagne le lendemain de l'exécution des 5 militants révolutionnaires) et leur pratique doit être généralisée. Godard, à sa manière montre la voie au niveau du cinéma. Un vaste champ d'investigations audio-visuelles est ouvert.  
J.-L. Lacombe

Cette  
semaine

# DANS L'OBJECTIF



## Un peu de contro- verse sur « Le voyage des comédiens »

● La critique qui a salué « Le voyage des comédiens » comme l'événement cinématographique de l'année, est trop unanime pour être honnête. Le premier à en convenir et à en éprouver un certain malaise est le réalisateur du film lui-même, Théodore Angelopoulos, qui a pu dire du jury, qui au festival de Cannes 75, lui a décerné le Prix de la Critique Internationale: « Des gens aussi différemment situés politiquement ne peuvent aimer le même film, ce n'est pas normal. »

De toute évidence, il y a là un problème, surtout lorsqu'on sait qu'Angelopoulos, qui s'affirme communiste, s'est proposé d'effectuer à travers son film « une approche marxiste de l'histoire ». Encore fallait-il que ce problème fut au moins soulevé dans la critique qu'a fait du « Voyage » un « groupe de camarades grecs » (Rouge n°322). Or, ceux-ci ont tiré prétexte du fait que P.L.T. avait dans un précédent article évoqué une « relative pauvreté de moyens » (Rouge n°319), pour dénigrer purement et simplement ce film, en faisant état de sources de financement suspectes, et en laissant entendre qu'on n'a finalement que les mécènes qu'on mérite.

La conception « puriste » de l'art d'avant-garde qui sous-tend cette critique et qui voudrait que l'argent soit « propre » dans un système qui ne l'est pas, n'a pas de sens, et surtout pas dans un pays comme la Grèce, où le seul appel d'air durant la dictature vint pour les artistes non-conformistes des bourses de la Fondation Ford, qui exploita la « libéralisation » survenue à partir de 70 dans le domaine culturel, de façon à s'assurer la main-mise sur la création artistique. Pour comprendre où veulent en venir les camarades grecs, il faut à coup sûr avoir à l'esprit la réalité de l'impérialisme culturel en Grèce, ainsi que la polémique que cette réalité a suscitée sous les colonels entre ceux qui étaient pour accepter les bourses de Ford, et ceux qui étaient contre.

A supposer qu'Angelopoulos ait réellement reçu des subsides de Ford, les camarades seraient en peine de nous dire lesquelles. C'est pourquoi ils en rajoutent. En effet, il est notoirement faux et foncièrement malhonnête d'écrire que « l'Etat grec a aidé matériellement et moralement la réalisation de ce film, aussi bien sous la dictature qu'après ». Sous la dictature, Angelopoulos n'a pu commencer le tournage de son film qu'en donnant un scénario bidon à la Commission de Censure. Après, s'il y a eu un scandale, c'est bien celui qu'a provoqué le refus de Gouvernement Karamanlis d'autoriser le « Voyage » à représenter officiellement la Grèce à Cannes...

icare



une scène de « Monsieur Balboss »

## MONSIEUR BALBOSS de Jean Marbœuf

● Voici un nom nouveau dans le cinéma français. Pas entièrement nouveau : outre des courts métrages, Jean Marbœuf a derrière lui déjà un autre long métrage, *Bel Ordure*, pas très convaincant. Disons qu'avec M. Balboss, il prend place avec éclat dans une famille cinématographique bien précise.

M. Balboss est un film-portrait : le portrait d'un commissaire de police. Brave homme, bon père, attentif et psychologue. Il a compris que dans notre société, si l'on avait peur (et comment ne pas avoir peur ?), il fallait s'en sortir en faisant peur aux autres. En ayant le pouvoir. C'est grisant. Poil aux dents.

M. Balboss prend sous sa protection un jeune voyou, un révolté primaire et l'éduque. Il lui explique à la fois la jungle qu'est la société, et comment on l'utilise pour son plaisir. Le jeune homme comprend fort bien la leçon, assez pour être tenté de tuer son éducateur : mais cette pédagogie n'était qu'un plaisir supplémentaire que s'offrait Balboss un peu comme un chasseur qui entraînerait son gibier pour qu'il ne soit pas trop facile à tuer, et quand le jeune voyou sera « mis au tableau », Balboss pourra s'en chercher un autre.

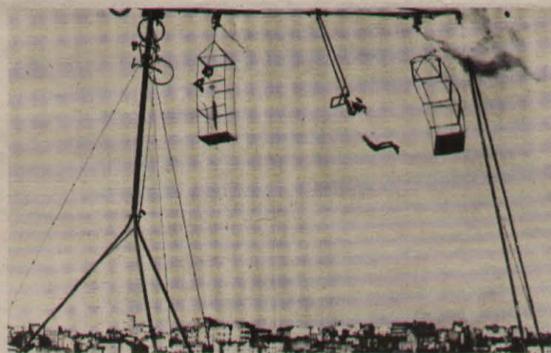
Après coup, l'on pense à bien des choses, en voyant ce film. Au jeu du chat et de la souris de Porphyre et de Raskolnikov (ou du commissaire et du déporté dans *La Villégiature*), c'est-à-dire à un rapport de persécution entre

générations. Aux flics de « Max et les ferrailleurs » du « Citoyen au-dessus de tout soupçon ». On pense aussi à toute cette « école française » qui privilégie un certain style de jeu de l'acteur vedette, qui ne craint ni la charge ni le jeu théâtral, la tradition du « monstre sacré » à la Jules Berry, à la Michel Simon, telle que la perpétue Tavernier avec Noiret et Rochefort.

Sur le moment, ce qu'on découvre, ce qui frappe et séduit, c'est un film souvent maladroit (du 16 gonflé, c'est-à-dire tourné en pellicule de 16 mm et agrandi ensuite en format standard de 35 mm), sincère, cruel, d'un ton entièrement nouveau, joué par des inconnus ou des acteurs jusque-là confinés dans les rôles secondaires. Et il faut ici parler de Galabru, le protagoniste, avec son visage entre Jacques Duhamel et Jean Rigaux, avec sa présence énorme de laidour puissante, son visage buriné, fouillé en gros plan par le réalisateur. Galabru a fait le film « en participation », et on le comprend fort bien : avec M. Balboss, il accède au rang des tout premiers.

Pour mémoire, M. Balboss a été produit par J.F. Davy (Exhibition). Même si les risques semblaient minces (tournage en 16, « participation » de Galabru) cela méritait d'être mentionné.

P.L.T.



D.R.

## INNOCENCE SANS PROTECTION de D. Makavejev

● On ne le savait pas : le premier film parlant yougoslave — ou plutôt parlant serbe — fut réalisé sous l'occupation allemande. On ne le savait même pas en Yougoslavie ; à la Libération, des censeurs crurent qu'il s'agissait d'un film collabo, et le rayèrent des registres ; son exhumation eut lieu en 1968. Makavejev lui n'avait pas encore tourné *Sweet Movie* ni *Les mystères de l'organisme* le découvrit en recherchant des personnages bizarres ; Dragoljub Aleksic sur son œuvre, réactualise l'histoire mélodramatique. Cette sorte de réflexion sur le cinéma primitif, nous avions jusqu'ici de la faire nous-même au premier degré, quand nous regardons les anciennes bandes conservées à Toulouse par Raymond Borde. Ici, c'est un travail tout mâché que nous

offre, pour notre plus grande jubilation. Makavejev. Pour mener à bien cette réflexion, pour éviter les pièges de la sécheresse de l'archiviste, de la condescendance de l'intellectuel face à l'œuvre « populaire », il fallait la caméra attendrie et la sensibilité de l'auteur de *L'homme n'est pas un oiseau*. Il fallait aussi puiser dans les anciennes actualités, trouver les images qui situent l'œuvre d'Aleksic dans l'époque où elle fut tournée. Le produit est une réussite totale, à laquelle je ne vois qu'un équivalent, venu de l'Est lui aussi, le très beau *Pirosmani*, film sur un peintre naïf géorgien, sorti récemment à Paris.

Avec ce film de 1968, délaissé jusqu'ici par les distributeurs, la revue *Positif* tente de nouveau une expérience de programmation, cette fois près de la place Maubert, au cinéma Le Seine. C'est aux expériences précédentes que les spectateurs parisiens — et parfois provinciaux — durent de voir *La cérémonie*, *Soleil O*, *Les Dieux et les morts*. Il sera intéressant de voir si la qualité du film et le parrainage de la revue amèneront les spectateurs habituels du Quartier Latin à sortir de leur périmètre traditionnel...

P.L.T.



D.R.

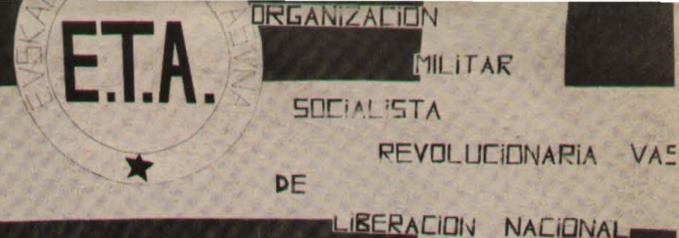
## LA PEUR de M. Klepic

● Voici un film à contre-courant. Nous sommes habitués à un certain type de cinéma, disons, de style narratif fortement marqué par le cinéma américain ; nous sommes habitués également à voir contester cette tendance par un cinéma de type polémique ou lyrique (qu'il s'agisse de Godard ou de Straub, d'Angelopoulos ou de Marker). Mais nous sommes cueillis par surprise devant un cinéaste qui utilise un style classique, raffiné et décoratif, avec un jeu d'acteurs fortement marqués par le théâtre traditionnel. On pense au cinéma de l'Europe centrale, d'avant-garde ; Klepic se réclame d'ailleurs d'une tradition culturelle slovène très vivante, regrette que l'écrivain Cankar ne soit pas plus connu... Problèmes d'une culture, d'une langue qui ont une « zone » de deux millions d'âmes ; problèmes de diffusion pour lesquels, justement, le

cinéma pourrait être un instrument révé. L'insolite de Klepic n'a pas un caractère parisien, à la mode ; il serait dommage que cela rebute le public.

Le film se présente d'abord comme une chronique provinciale étouffante et minutieuse : dans la Lubljana de 1895, Franz ouvre un bordel ; la peinture de la vie du patron et de ses « filles » fait penser à Renoir ou à Ophüls. Mais ce décor étouffant craque soudain ; la chronique bourgeoise verse dans le délire, Franz tombe amoureux d'une petite servante et tue pour elle ; le tremblement de terre ravage Lubljana. Le déchaînement du catadysme, pressenti par l'affolement des animaux, correspond à la rupture de l'ordre que fut la première « sortie en ville » des filles de la Maison ; quand les gens ne sont plus à leur place, tout s'écroule. Il ne s'agit pas là d'un symbolisme primaire, mais d'une correspondance toute naturelle, servie par une mise en scène extrêmement forte, qui ne craint pas, parfois, dans la première partie du film, de risquer la lourdeur, et qui en est d'autant plus efficace, lors des scènes oppressantes de la catastrophe. Il n'y a guère de doute : après l'exil de Makavejev, Klepic est le numéro 1 du cinéma yougoslave.

P.L.T.



# E.T.A.: 15 ans de lutte

ETA est née en 1959 d'une scission au sein de l'organisation de jeunesse du vieux Parti Nationaliste Basque. Mais c'est le 18 Juillet 1961 que l'ETA se fait connaître brutalement par l'attentat manqué contre un train conduisant d'anciens combattants franquistes à une cérémonie de commémoration du soulèvement fasciste au Pays Basque. Première action armée aussitôt suivie d'une violente répression : 7 militants sont arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison.

La rupture avec le P.N.V ne conduit pas tout de suite les militants de l'ETA à remettre en cause son idéologie nationaliste réactionnaire : ils prétendent seulement rompre avec l'immobilisme de ce vieux parti et s'engager dans une lutte résolue contre l'Etat franquiste. Mais rapidement sous l'effet du développement des luttes ouvrières dans tout l'Etat espagnol à partir de 1962 et les contradictions aiguës auxquelles la confronte sa propre activité et qu'aggrave encore une répression implacable, ETA connaît un processus de radicalisation rapide. Au prix de plusieurs scissions, elle en vient à rejeter les séquelles du nationalisme petit-bourgeois et de l'activisme minoritaire.

## Scissions et clarifications

Une première scission se produit en 1966 d'où naît l'organisation MCE qui adopte des positions maoïste orthodoxes. Aujourd'hui, le MCE est une des principales composantes de l'extrême-gauche à l'échelle de l'Etat espagnol. Mais la véritable clarification politique se produit en août 70 à la veille de la tenue de la 6ème assemblée de l'ETA : une minorité de l'organisation dénonce cette 6ème assemblée et se réclame de l'orientation nationaliste-militariste, qui a prévalu jusqu'à lors tandis que la majorité se fixe comme but non seulement la libération nationale et sociale d'Euskadi, mais encore le renversement de la dictature franquiste et le triomphe de la révolution socialiste.

## Pays colonial et révolution par étapes

ETA V ou ETA «mili» qui se reconnaît dans les thèses de la 5ème assemblée se définit alors comme «organisation socialiste révolutionnaire basque de libération nationale». Pour elle la construction d'un état basque socialiste passe par une première étape de démocratie populaire dans le cadre d'un Etat basque indépendant des Etats français et espagnols. L'ETA V propose alors à cette première étape de la lutte, «l'unification de la classe ouvrière et de la bourgeoisie nationale basque dans un Front National de Libération». L'orientation stratégique de l'ETA V repose sur une analyse erronée de la question nationale basque qui définit l'Euskadi comme un pays colonial et s'appuie sur la version maoïste de la théorie stalinienne de la révolution par étapes. Cela conduit l'ETA V à introduire une séparation artificielle entre les travailleurs basques et espagnols en Euskadi même, en impulsant notamment la formation de commissions «abertzales» dans les entreprises en concurrence avec les commissions ouvrières, composées seulement de travailleurs basques.

## Une audience de masse

En se réclamant de la tradition de l'ETA, ETA V a hérité de ses contradictions. Une

nouvelle scission se produit en 74. Du Front Ouvrier se sépare LAIA (Organisation des travailleurs révolutionnaires et Patriotes) qui renonce à toute action armée. La rupture du front militaire donne naissance à la branche dite «militaire de l'ETA V» qui accorde au contraire la priorité absolue à l'activisme militaire. Enfin, une troisième fraction la plus consistante, constitue la branche «politico-militaire» qui s'efforce à nouveau d'assurer la continuité de l'organisation.

Considérée comme responsable de l'attentat contre Carrero Blanco, l'ETA «politico-militaire» a subi une répression extrêmement dure dans la période récente et plusieurs de ses dirigeants arrêtés sont menacés de mort. Si l'ETA (V) bénéficie encore aujourd'hui d'une audience de masse en



Normal

Euskadi, conquise par de longues années de lutte héroïque, qui témoigne de l'acuité de la lutte contre l'oppression nationale au Pays Basque, elle n'a pas réussi à construire une organisation révolutionnaire solidement implantée dans la classe ouvrière.

## Avec la IV<sup>e</sup> Internationale

L'ETA VI a connu de son côté une nouvelle scission lors de la deuxième scission de la 6ème assemblée. La majorité de l'organisation, poussant à son terme la rupture avec l'activisme militaire et le nationalisme petit-bourgeois de l'ETA, décide de rejoindre la IV<sup>e</sup> Internationale en fusionnant avec la Liga Comunista Revolucionaria.

Par sa participation active aux luttes de masses de ces dernières années la LCR - ETA VI s'est affirmée aux côtés du MCE et de l'ORT, comme une des principales composantes du mouvement ouvrier en Euskadi. La minorité de l'ETA VI quant à elle, a finalement éclaté et la plupart de ses militants ont rejoint d'autres organisations.

Le rôle qu'a joué l'ETA dans la renaissance d'une avant-garde révolutionnaire en Euskadi comme dans le reste de l'Etat espagnol est indéniable. Rompant avec l'immobilisme et le pacifisme des partis traditionnels elle a engagé une lutte résolue contre la dictature franquiste qui lui a valu l'adhésion des meilleurs militants ouvriers et révolutionnaires d'Euskadi.

P. R.

## APPEL A UNE JOURNEE D'AMNISTIE

Il y a un an 20.000 travailleurs de Guipuzcoa se mettaient en grève pour la libération des prisonniers politiques. Depuis, ce mot d'ordre a été au centre de tous les combats contre la dictature.

L'«indulto» décrétée par Juan Carlos, loin de désarmer la volonté de lutte des masses, va être considérée par celles-ci comme une provocation à leur combativité.

Ce décret, non seulement ne dépasse pas ce qui avait été concédé par Franco, mais est encore plus restrictif.

En effet on sont exclus les condamnés accusés d'avoir participé directement aux actions qualifiées de «terroristes», ainsi que ceux qui ont été condamnés pour «les délits de propagande ayant un sens terroriste, et pour des délits d'appartenance à des associations, groupes ou organisations tombant sous la législation sur le terrorisme». Ce qui permet d'exclure de «l'indulto» 90 % des détenus en application de la loi anti-terroriste du 27 août.

Comme d'autre part, dans ladite loi, on considère comme délits «les actes de solidarité avec les activités terroristes» ou «les critiques aux actions de la justice contre le terrorisme», la quasi totalité des prisonniers politiques ne bénéficiera pas de l'indulto.

Il sera certainement très difficile pour le pouvoir de s'en tenir à ces exclusives car cela aboutirait à n'appliquer l'indulto qu'aux prisonniers de droit commun. Il

n'empêche que la volonté de limiter le plus possible les mesures d'amnistie est aujourd'hui manifeste aux yeux des masses.

Même les secteurs les plus arriérés qui avaient maintenu des illusions sur la volonté de «démocratisation» de Juan Carlos, vont se sentir frustrés et trompés.

La torture, l'assassinat, les contrôles systématiques, les détentions massives, les faux jugements : voilà le terrorisme franquiste d'hier et d'aujourd'hui.

A ceux qui ont combattu et qui combattent ce terrorisme quotidien, l'indulto est refusé.

Avec Franco ou sans lui la simple pression diplomatique ne suffit pas pour arracher la libération des prisonniers politiques. Ce ne sont pas ceux qui, il y a trois mois décrétèrent la loi la plus terroriste du régime ; ce ne sont pas ceux qui acceptèrent l'exécution des 5 camarades en septembre qui vont aujourd'hui concéder l'amnistie sous la simple pression de personnalités ou institutions.

L'amnistie ne s'obtiendra que comme effet de la mobilisation massive et décidée du mouvement des masses.

L'indulto est un défi à la volonté de lutte des masses c'est le moment de redoubler l'offensive.

Il faut multiplier les initiatives de toute sorte : manifestations aux portes des prisons, pétitions dans les usines, dans les centres d'en-

seignement, dans les quartiers, envoi de commissions comme celles des parents de Barcelone, de Carthagène, de Ségovie qui se présenteront il y a deux semaines dans la salle d'audience du Palais de justice de Barcelone, malgré les menaces des groupes fascistes, comme celles des avocats qui protestèrent récemment à Madrid contre les sanctions prises à l'encontre de ceux de Carabanchel.

Il est nécessaire aujourd'hui d'accroître la solidarité, d'étendre et de multiplier les dénonciations de l'«indulto fraude», organiser les grèves, les manifestations, préparer les initiatives centrales de chaque localité sur la base d'une agitation permanente dans les quartiers, usines, facultés...

Nous appelons toutes les organisations politiques, les commissions ouvrières, tous les organismes anti-répression, les associations de quartiers, tout le peuple à approfondir et à étendre la mobilisation pour l'amnistie. Il est urgent d'avancer vers une «journée pour l'amnistie» à l'échelle de tout le pays.

Nous appelons à la plus large solidarité internationale pour la libération des prisonniers politiques condamnés à «mourir en vie» dans les prisons franquistes.

AMNISTIE !  
LIBERTE POUR TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES !  
LIBRE RETOUR DES EXILES !

26 novembre 75  
BP de la LCR-ETA(VI)